Lise Thibault
conservera sa pension de retraite fédérale, malgré sa condamnation

Page A 6

Énergies fossiles
Les consultations publiques débutent sans plusieurs études clés

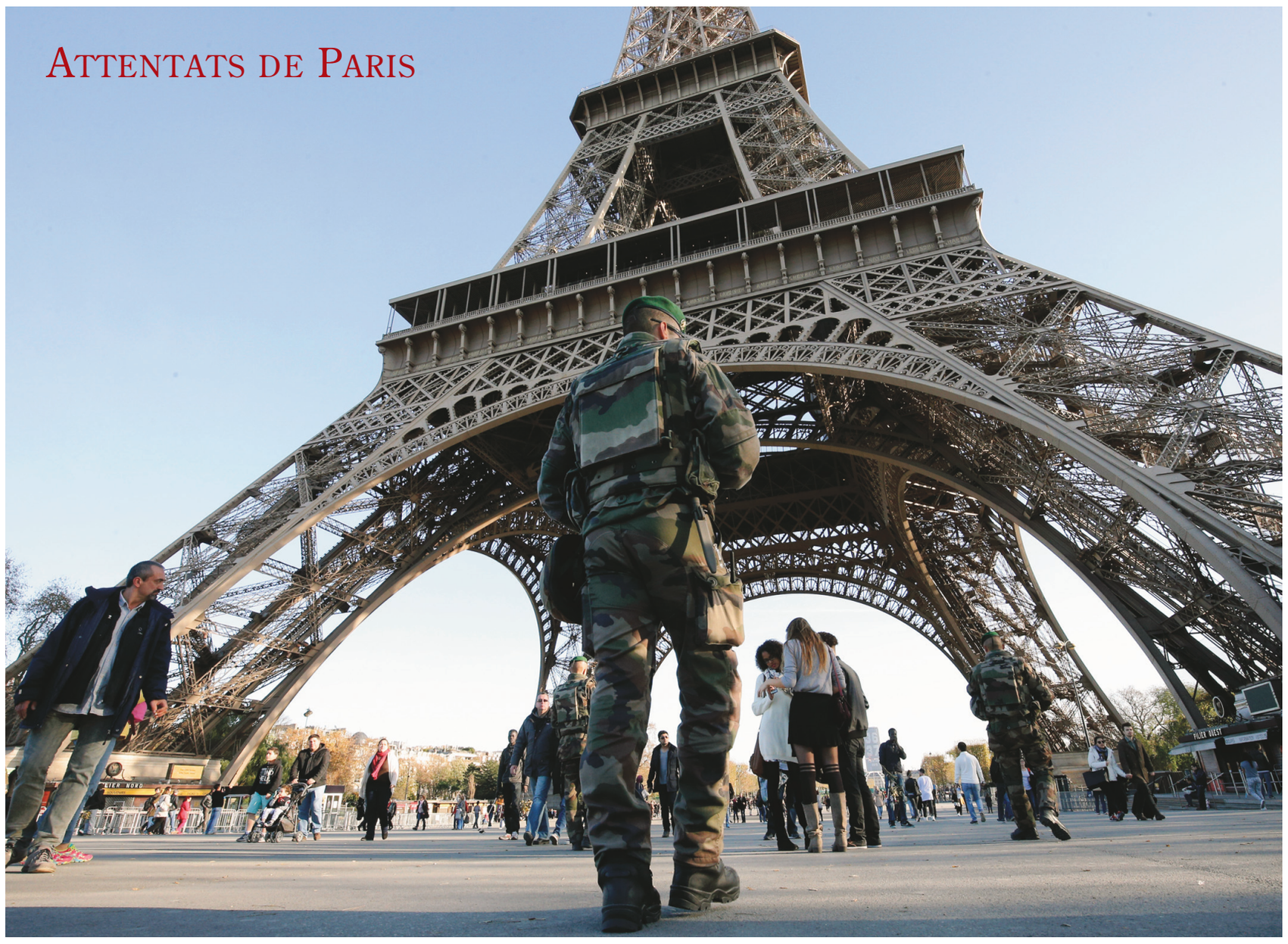
Page A 7

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVI Nº 260 LE DEVOIR, LE LUNDI 16 NOVEMBRE 2015 1,13 $ + TAXES = 1,30 $

ATTENTATS DE PARIS



FRANÇOIS GUILLOT AGENCE FRANCE-PRESSE

La tour Eiffel, monument-symbole de la capitale française, était fermée dimanche comme d'autres lieux touristiques de Paris. Des militaires et des policiers surveillent le site depuis les attentats de vendredi, qui ont fait au moins 132 morts.

Après le choc, la riposte

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

En France, l'heure est toujours au deuil et à l'unité nationale. Mais l'heure des décisions approche. Dès aujourd'hui, le président François Hollande annoncera comment il entend répliquer aux attentats terroristes sans précédent qui se sont déroulés vendredi. Les pressions sont fortes pour que la France renforce son dispositif de sécurité et son action en Syrie contre le groupe armé État islamique (EI), qui a revendiqué ces attentats contre des *«idolâtres»*. Des attentats, disent les islamistes dans leur communiqué, qui ne seraient *«que le début de la tempête»*.

Après deux jours confinés chez eux, malgré l'interdiction des rassemblements, les Parisiens se sont regroupés par milliers dimanche devant les six lieux des 10e et 11e arrondissements, où 129 personnes, pour la plupart des jeunes, sont tombées sous les balles d'au moins 7 terroristes islamistes. Tout le week-end, les Pari-

VOIR PAGE A 10 : **RIPOSTE**

Trudeau maintient le cap

Le Canada se retirera des frappes contre le groupe armé État islamique, comme prévu

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les attentats de Paris — et le durcissement de ton de la communauté internationale face au groupe armé État islamique (EI) — n'y changeront rien : le Canada entend bel et bien cesser bientôt sa participation à la mission de frappes aériennes contre EI, a réitéré le gouvernement libéral dimanche. Dans ce contexte tendu, la décision d'accueillir 25 000 réfugiés syriens d'ici la fin de l'année tient elle aussi la route.

«Les événements de vendredi montrent l'importance d'une collaboration entre les alliés dans la lutte contre EI, a indiqué au *Devoir* Dominic Leblanc, leader parlementaire du gouvernement Trudeau. *Cela veut dire une implication militaire pour le Canada. Mais nous avons toujours dit et nous maintenons que la meilleure façon pour le Canada de contribuer n'est pas de le faire par des bombardements. La mission de combat devra prendre fin.»*

Les libéraux entendent plutôt fournir une aide à la formation de soldats locaux, et renforcer le volet humanitaire de la mission canadienne, entre autres. *«Nous sommes complètement ouverts à l'idée de discuter avec nos alliés d'autres façons de contribuer à la lutte contre EI,*

VOIR PAGE A 10 : **TRUDEAU**

Nos textes

Après la douleur. Un éditorial de Bernard Descôteaux. **Les mercenaires.** Un éditorial de Guy Taillefer. *Page A 8*

Victimes. Le drame, puis l'attente. *Page A 2*

Le point sur l'enquête policière. *Page A 3*

La guerre ? Une chronique de François Brousseau. *Page B 1*

Autres textes et analyses dans nos sections *Actualités, Idées, Monde* et *Culture*

AUJOURD'HUI

Culture › Georges-Hébert Germain, 1944-2015. Le cartographe s'efface. *Page B 10*

Société › Climat et évolution. Les changements climatiques causent des modifications morphologiques chez des espèces d'oiseaux. *Page B 5*

Avis légaux..... B 6
Décès..... B 4
Météo..... B 7
Mots croisés..... B 7
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... B 2

POINT CHAUD

La métamorphose d'EI

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

Avec les attentats de Paris, le groupe armé État islamique (EI) vient de gravir une marche de plus dans l'organisation de la terreur. Le fait d'être parvenu à coordonner en Occident des attaques aussi meurtrières à distance, comme les indices le laissent de plus en plus croire, signale que les djihadistes ont opéré un changement majeur de stratégie.

«C'est vraiment une évolution importante pour EI, affirme sans détour Djallil Lounnas, professeur de science politique à l'Université Al Akhawayn, au Maroc. *Planifier et mener de telles attaques exige une organisation beaucoup plus grande et complexe que d'inciter des loups solitaires à commettre des attentats, ce qui avait été jusqu'ici sa principale stratégie en Occident. On assiste donc depuis quelque temps à un crescendo chez EI en matière de complexité technique et d'organisation.»*

Les attentats de Paris s'inscrivent en effet dans une séquence très rapprochée d'actes similaires par leur envergure : l'abattage d'un avion commercial russe au-dessus du Sinaï début novembre et les attentats dans un bastion

VOIR PAGE A 10 : **MÉTAMORPHOSE**

ASSOCIATED PRESS

Image tirée d'une vidéo de propagande diffusée sur un site Internet de militants islamistes en janvier 2014. Des hommes s'identifiant au groupe armé État islamique défilent dans la ville syrienne de Raqqa.

ATTENTATS

Combattre

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Un matin blême et froid, me suis-je dit en me levant. Pas dehors, mais en dedans de moi. Comment se rendre utile en temps de deuil? Beaucoup prient. Tant et si bien qu'on se croirait soudain revenu au Moyen Âge. Est-ce vraiment de plus de religion sur la place publique dont on a besoin en un moment pareil?

Et que dire de tous ces drapeaux français dont s'affublent soudain jusqu'aux visages qui s'entrecroisent dans l'éther du Net? Des drapeaux, ne vous semble-t-il pas que tous les peuples de la terre en ont déjà beaucoup trop?

L'horreur déversée sur Paris donne envie de maudire et de haïr. Elle donne aussi envie de tuer sans réfléchir tous ces assassins qui se prennent pour des combattants autant que pour de bons musulmans. Je me surprends moi-même d'être capable de sécréter tant de rage. Et puis, je me résonne un peu, me disant qu'il serait criminel de laisser la haine triompher de bout en bout.

En ce vendredi 13 novembre, ce n'est pas l'attaque combinée d'une poignée d'exaltés qui était la plus surprenante. Depuis le massacre de *Charlie Hebdo*, les spécialistes s'attendaient en effet à une récidive de ce genre. Ce n'était, disaient-ils, qu'une question de temps. Il aura fallu dix mois. Combien de temps avant la prochaine fois?

Ce qui surprend est de constater que l'Occident tout entier, bien que prévenu de l'imminence de nouveaux élans sanglants, ne semble pas réaliser davantage aujourd'hui qu'hier les conséquences majeures qu'a sur lui sa politique étrangère lorsque conjuguée aux visées de ces désaxés.

Car enfin quelqu'un croit-il un instant que la France, la Russie, les États-Unis et tous leurs amis utilisent des avions de combat pour saupoudrer au-dessus de la Syrie, de l'Irak ou de l'Afghanistan des tracts en faveur de la paix et de la fraternité dans le monde? Qui d'ailleurs vend des armes à ces islamistes?

Cette guerre, comme toutes les guerres, est une boucherie et une saloperie. Étonnant au fond qu'elle n'ait pas plus sali encore chez nous. Car qui peut s'étonner qu'un chien mordu à répétition chez lui par ceux qui veulent lui couper la gorge cherche à son tour à mordre de toute sa rage?

C'est le grand humoriste montréalais, Stephen Leacock, qui racontait, je crois, être toujours surpris d'observer les environs des scènes de drame ou de crime. Près d'une voiture enroulée autour d'un arbre avec ses occupants, il se trouve très souvent, disait-il, quelques badauds occupés à rigoler. Comme si au fond n'importe lequel drame n'altérait pas d'emblée la vie. Mais cela donne lieu par moments à des mises à distance du tragique tout à fait troublantes.

Pendant les attaques du vendredi 13, la télévision française a continué par exemple à diffuser, avec son flot de commentaires creux, le match de football France-Allemagne, alors même que se déroulait le pire tout autour. Se refuse-t-on de voir le monde autrement que dans la continuité de ses apparences?

Une telle manifestation sportive constitue à sa base un rituel guerrier entre des clans ou des nations recréés symboliquement. Cette fiction ritualisée trouve d'ailleurs des échos bien réels dans des affrontements qui se dessinent entre partisans. Mais ce vendredi-là, tandis qu'on jouait à une guerre sur gazon synthétique, il semblait impossible d'envisager l'authentique. Voilà une illustration parfaite d'un des grands paradoxes de notre temps: ne plus être à même de concevoir que le réel dépasse les frontières confortables d'une partie de football ou de hockey. Et on s'étonne d'autant plus alors lorsque la brutalité du monde nous fracasse au tournant de ces diversions destinées à nous éloigner continuellement de la réalité.

La capacité de résistance de notre époque à envisager la réalité du monde apparaît proprement extraordinaire. Qui discute ces derniers jours des attentats au Liban et en Turquie ou encore des massacres qui se poursuivent au Congo?

Comme de raison, les va-t-en-guerre se font entendre plus que jamais. Même le premier ministre du Québec a senti le besoin de se transformer en tambour-major. Philippe Couillard se dit soudain prêt à porter le feu en Syrie. Évidemment, ce sont rarement ceux qui crient ainsi aux armes qui se voient forcés de les prendre pour en baver.

On a eu tôt fait d'oublier que ces assassins qui fauchent des citoyens innocents en Occident ne sont pas des étrangers aux pays touchés. Ce sont le plus souvent des citoyens des pays concernés. Comment lutter alors contre eux en bombardant un pays étranger?

Nous vivons au cœur d'une société complexe, de plus en plus plurielle et mondialisée. Quoi qu'en pensent les aigris qui cherchent à se cacher de ce nouveau monde derrière un paravent identitaire et des lois scélérates, la société ne reviendra pas en arrière. Comment lutter néanmoins contre ces assassins?

Aux nécessités d'une riposte armée, à d'inévitables mesures de sécurité, il ne faut certainement pas oublier de considérer les efforts urgents qui doivent être faits pour mieux voir à intégrer les citoyens au cœur de sociétés qui n'en finissent plus de sécréter l'exclusion. La promotion de la culture, de l'éducation et de l'équité devrait vite être replacée au cœur même des ambitions du monde occidental. Les professeurs du malheur peuvent être chassés.

Combattre ces assassins, cela va de soi. Mais il faut aussi voir à combattre la haine qui, à cause de ces graines de nazis, menace désormais de faire doucement son nid en nous.

jfn@ledevoir.com

PETER DEJONG ASSOCIATED PRESS

Un homme porte deux jeunes filles dans la panique déclenchée près du Carillon, dimanche, après une fausse alerte. Des événements du genre ont eu lieu tout au long de la journée, notamment sur la place de la République, témoignant de la psychose ambiante.

Le drame pour les uns, l'attente pour les autres

Il reste encore plus de 20 victimes non idenfiées

KARL RETTINO-PARAZELLI

Quelques jours après les attentats de Paris, les informations qui filtrent au compte-gouttes permettent graduellement de mettre des noms et des visages sur la majorité des victimes des attaques. Mais pendant que des familles réalisent la perte d'un être cher, d'autres se demandent si elles peuvent toujours garder espoir de revoir l'un des leurs.

Le premier ministre français, Manuel Valls, a fait savoir dimanche que 103 victimes des attentats terroristes qui ont secoué vendredi la capitale française ont été identifiées, mais que *«20 à 30 corps»* demeurent pour l'instant anonymes. Dimanche soir, le bilan faisait état de 129 morts et 352 blessés.

Ces victimes seront identifiées *«dans les heures qui viennent»*, a déclaré M. Valls, admettant que cette attente est *«insupportable»* pour les familles. *«Nous les accompagnerons aussi sur le plan juridique, sur le plan financier pour soulager ces familles qui sont déjà dans la douleur, pour toutes ces tâches administratives*, a-t-il ajouté. *Il y a une très grande mobilisation de tous les services de l'État, des associations d'aide aux victimes, des bénévoles, pour les aider.»*

Le premier ministre français a fait le point lors d'une visite au centre d'accueil de l'École militaire de Paris, qui reçoit les familles à la recherche de leurs proches. Il a alors été interpellé par un père qui, comme d'autres, est rongé par l'inquiétude. *«Ça fait deux jours et je ne peux même pas avoir des nouvelles de ma fille qui était au Bataclan. Il n'y a personne qui est capable de me donner des nouvelles de ma fille*, a-t-il lancé, la gorge nouée, en interpellant M. Valls. *C'est inadmissible dans ce pays.»*

Dimanche soir, la ministre française de la Justice, Christiane Taubira, a expliqué que l'identification des victimes est compliquée par le nombre de personnes impliquées et le besoin d'obtenir des informations solides en vue d'éventuelles procédures judiciaires. Elle a toutefois voulu se montrer rassurante en affirmant que le nécessaire est fait pour offrir des réponses le plus rapidement possible.

Le travail des autorités a également été ralenti parce que les victimes ont été déplacées dans différents hôpitaux, que plusieurs d'entre elles n'avaient pas de pièces d'identité en leur possession et que de nombreux corps ont été laissés sur les lieux des attentats, les secours priorisant les personnes vivantes.

Derniers espoirs

Les familles qui sont sans nouvelles de leurs proches peuvent utiliser les lignes téléphoniques mises en place par le ministère de l'Intérieur, la Préfecture de police de Paris, ou encore l'Assistance publique des hôpitaux de Paris. Certains tentent cependant de trouver des réponses en publiant sur les réseaux sociaux la photo d'une personne qui n'a pas donné signe de vie depuis vendredi soir.

«Mathieu Hoche était au Bataclan. Aucune nouvelle! Merci pour votre aide!» a par exemple écrit Baptiste Chavel sur Twitter, en ajoutant le mot-clic «#rechercheParis», avant d'apprendre le décès de son ami dans les heures suivantes.

Le bilan provisoire des attentats de Paris faisait toujours état dimanche de 129 morts et d'au moins 350 blessés. Mais d'heure en heure, les chiffres laissent place à des noms: Romain, Valentin, Fanny, Mathias et sa copine Marie… Pour la plupart des jeunes appartenant à la «Génération Bataclan», comme le titre le quotidien *Libération* à la une de son édition de lundi, pour rendre hommage aux 89 personnes qui ont perdu la vie alors qu'elles se trouvaient à l'intérieur de la salle de spectacle (voir texte en page A 4).

En plus des victimes françaises, les attentats de Paris ont coûté la vie à plusieurs étrangers. Selon la compilation effectuée par l'Agence France-Presse, on compte trois Chiliens, trois ressortissants belges (y compris un homme ayant également la nationalité française), trois Espagnols et deux Mexicaines à la double nationalité (américaine dans un cas, espagnole dans l'autre). On dénombre également des victimes originaires du Portugal, de la Roumanie, de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et du Maroc.

Le Devoir

On aurait pu y être

Le témoignage très personnel d'une journaliste indépendante installée à Paris

MARIANNE NIOSI

à Paris

Après les attentats de janvier, nous avons été ahuris par la violence des terroristes. Nous avons pleuré des figures publiques, des journalistes, des concitoyens juifs pratiquants. Vendredi, nous avons senti les balles nous frôler. Nous, les Parisiens du nord-est, tribu progressiste, mélangée, bonne vivante.

On aurait pu y être au Petit Cambodge, au Bataclan, au Carillon ou à La Belle Équipe, au coin de la rue de la Fontaine au roi et du Faubourg du Temple, passant par là en chemin vers l'un des nombreux bars et restos du coin, ou simplement rentrant chez nous.

Quand on a appris la nouvelle, c'est la première chose qu'on s'est dite. On aurait pu y être. Et la première chose qu'on a faite, c'est de se signaler vivants. Sur Facebook, les uns après les autres. Par message texte, on a contacté les amis les plus susceptibles d'être de sortie. Le Carillon. On y avait fêté les 40 ans d'un ami cher quelques semaines après les attentats de janvier. Il habite à quelques centaines de mètres de là. Ce bar est un de ses QG.

L'application notification de Facebook de «contrôle d'absence de danger» s'est allumée vers minuit. Rarement gadget opportuniste n'aura été aussi bienvenu. La liste des amis en sécurité s'est affichée, s'allongeant de minute en minute. Il a fallu attendre samedi avant que tous les amis proches n'aient donné signe de vie.

Certains ont tardé de si longues heures. Fabrice nous a écrit samedi matin. En pleine horreur, vendredi soir, on avait cherché à en savoir plus sur les Eagles of Death Metal. Sur Facebook, le visage de cet ami d'enfance de mon amoureux est apparu parmi leurs *fans*. *«T'as eu des nouvelles de lui?»* On s'est couchés sans réponse, des images sordides à l'esprit.

BERTRAND GUAY AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Parisiens se sont regroupés dimanche autour des sites visés, ici près de La Belle Équipe.

On m'a demandé si les Parisiens avaient eu plus peur cette fois-ci qu'en janvier. Je ne répondrai pas pour tout Paris, mais autour de moi ce n'est pas tant la peur qu'un état de sidération. Nous aurions tous pu en être.

Reprendre les terrasses

Samedi dernier, la plupart des gens que je connais sont restés sagement chez eux, obéissant aux consignes officielles et cernés par la mort. Le frère d'une telle a passé une partie de la nuit barricadé dans un bar à côté du Bataclan. L'ami d'une autre a quitté le Carillon quelques minutes avant la fusillade. Une copine, revenue d'Asie samedi après-midi, a été accueillie comme une miraculée par tous ceux qui ignoraient son voyage et se rongeaient les sangs de son silence.

Dimanche, le soleil s'est levé sur un Paris resplendissant et les rues se sont remplies de gens offensivement joyeux. Ma famille et moi avons mangé au bistrot du coin de la rue. En terrasse, bien exposés, les Parisiens disaient merde au terrorisme. Et riaient, ostensiblement. À 15h30, lorsque les parcs — seuls lieux municipaux encore ouverts — ont fermé, personne ne voulait rentrer chez soi. Sur les hauteurs de la colline de Belleville, les gens faisaient bronzette debout dans le soleil couchant sur la placette surplombant la ville. Les circonstances se sont rappelé à nous lorsque nous avons croisé un jeune homme en larmes. Nous nous sommes presque écartés de son passage pour éviter ce malheur que nous tâchions si volontairement d'ignorer.

On ne s'enfermera pas. On ne s'arrêtera pas de rire. *«On retournera au Carillon»*, disait un ancien collègue. Ce soir, un ami se réjouissait de voir les terrasses pleines deux jours après les attentats. Au même instant, place de la République, un mouvement de panique secouait la foule après une fausse alerte. On respire à nouveau, mais on est profondément meurtris. Et j'avoue qu'à un moment, au restaurant, je nous ai trouvés tous un peu téméraires, de manger dehors dans le nord-est de Paris.

Collaboratrice
Le Devoir

DE PARIS

LOIC VENANCE AGENCE FRANCE-PRESSE
Des centaines de personnes, des centaines de bougies; des badauds se sont recueillis au restaurant Le Carillon, dimanche.

BERTRAND GUAY AGENCE FRANCE-PRESSE
Les trous laissés par les balles dans la vitrine du Carillon

Une enquête transfrontalière

Les forces de l'ordre suivent la piste de trois équipes de terroristes

NICOLAS GAUDICHET
à Paris

L'enquête sur les attentats de Paris se partage entre la France et la Belgique, où vivaient une partie des kamikazes présumés. Avec la guerre en Syrie comme toile de fond. Les enquêteurs travaillent sur l'hypothèse de trois équipes de terroristes.

La première à frapper a été celle des kamikazes aux abords du Stade de France. Le premier s'est fait exploser à 21 h 20, alors que le match était en cours. Les deux autres déclenchent leur ceinture explosive à 21 h 30 et 21 h 53. L'un d'entre eux, Bilal Hadfi, un Français de 20 ans résidant en Belgique, a été identifié.

L'opération a été déclenchée pendant le match, alors que les abords du stade étaient presque déserts.

La deuxième équipe est entrée vers 21 h 40 dans la salle de concert du Bataclan. Trois assaillants sont morts après l'assaut des forces de l'ordre. Parmi eux, un Français de 29 ans, Omar Ismaïl Mostefaï. Sept de ses proches restaient en garde à vue dimanche soir.

Selon une source proche du dossier, la troisième équipe a sans doute mené les trois fusillades qui ont semé la mort dans des bars et restaurants dans l'est de Paris à 21 h 25, 21 h 32 et 21 h 36.

Parmi cette équipe, il y avait sans doute, selon une source proche de l'enquête, Brahim Abdeslam, 31 ans, Français résidant aussi en Belgique, qui s'est fait exploser devant un bar du boulevard Voltaire. Il est l'un des trois frères résidant en Belgique qui intéressent les enquêteurs: Mohamed Abdeslam est en garde à vue en Belgique, et Salah Abdeslam, 26 ans, est introuvable. Bruxelles a lancé un mandat d'arrêt international à son endroit et la police française a diffusé sa photo dans un appel à témoins (voir infographie).

En Belgique, sept personnes sont en garde à vue et l'enquête se concentre sur la commune bruxelloise de Molenbeek, considérée comme une plaque tournante des djihadistes en Europe.

Séjours en Syrie

Objet d'une fiche de signalement comme personne radicalisée en 2010, mais passé sous les radars depuis, Omar Mostefaï a très vraisemblablement séjourné en Syrie entre 2013 et 2014. Bilal Hadfi y est aussi allé, selon une source proche de l'enquête, et la question se pose pour d'autres assaillants, identifiés ou en voie de l'être. En sont-ils revenus avec des instructions?

Au Bataclan, les kamikazes ont évoqué l'Irak et la Syrie.

Un passeport syrien, au nom d'Ahmad al Mohammad, 25 ans, a été retrouvé au Stade de France. Un migrant en possession de ce document a été enregistré sur l'île grecque de Leros le 3 octobre. Il a déposé une demande d'asile en Serbie et sa trace s'est perdue en Croatie. Son nom est inconnu des services antiterroristes français. Les enquêteurs restent prudents sur les conclusions à tirer de cette découverte: le passeport est-il authentique? Peut-il avoir été volé ou vendu?

Les auteurs des attaques bénéficiaient d'armes, dont trois kalachnikovs retrouvées dimanche dans une Seat à Montreuil, en banlieue est de Paris. Y ont aussi été découverts cinq chargeurs pleins et onze vides.

Il y a forcément un artificier qui a confectionné les ceintures d'explosifs. Figure-t-il dans les morts? Des spécialistes, qui ne participent toutefois pas à l'enquête, en doutent.

Point faible

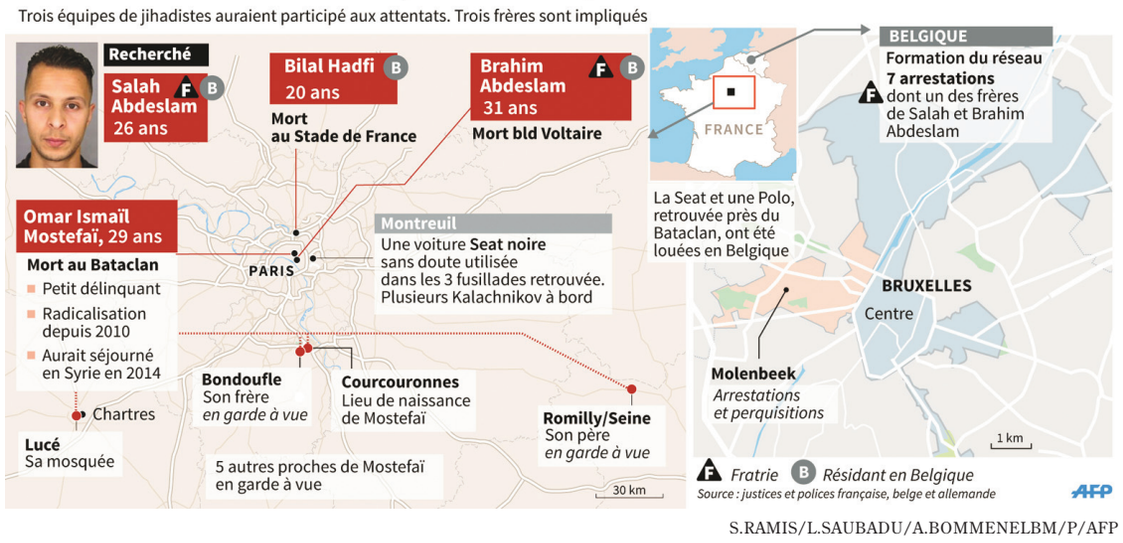
Les attaques ont été revendiquées par le groupe État islamique (EI). Dans la plupart des actes récents ou des projets d'attentats, il y a trace d'échanges entre les auteurs et des interlocuteurs francophones en Syrie.

C'est sans doute un des grands points faibles de l'antiterrorisme européen, et il semble avoir été bien identifié par EI, qui a récemment appelé ses militants en Europe à frapper des pays voisins du leur, où ils sont moins susceptibles d'être repérés.

L'enquête sur le carnage évité dans le train Thalys, en août dernier, a montré des faiblesses dans ces échanges d'informations.

À l'exception de Mostefaï, les assaillants identifiés ne sont pas connus des services français. En revanche, selon une source proche de l'enquête, Salah Abdeslam et Bilal Hadfi étaient dans les fichiers des Belges.

Agence France-Presse



S.RAMIS/L.SAUBADU/A.BOMMENELBM/P/AFP

PATRICK KOVARIK AGENCE FRANCE-PRESSE
Place de la République, l'émotion était vive, dimanche.

DANIEL OCHOA DE OLZA ASSOCIATED PRESS
Des milliers de lampions brûlaient en mémoire des victimes.

Bruxelles, base arrière des djihadistes

C'est à Molenbeek-Saint-Jean, commune de l'agglomération bruxelloise et foyer de l'islamisme radical en Belgique, qu'ont été arrêtées au moins sept personnes dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris. C'est là qu'aurait été louée une des voitures utilisées par les tueurs. Ce nom apparaît aussi au cours de plusieurs enquêtes sur des attentats récents en Europe.

Mehdi Nemmouche, l'auteur de la tuerie du Musée juif de Bruxelles, en mai 2014, qui a fait quatre morts, a séjourné dans cette commune pauvre de la banlieue de Bruxelles. L'enquête qui a suivi l'assaut contre une cellule terroriste à Verviers, en janvier 2015, a également conduit vers cette municipalité. Et Ayoub El-Khazzani, l'auteur de la tentative d'attentat dans un train Thalys, en août, y a aussi séjourné.

«Je constate qu'il y a presque toujours un lien avec Molenbeek, qu'il y a un problème gigantesque. Les mois passés, beaucoup d'initiatives ont déjà été prises dans la lutte contre la radicalisation, mais il faut aussi plus de répression, a reconnu dimanche le premier ministre belge, Charles Michel. *Nous allons travailler de manière intense avec les autorités locales. Le gouvernement fédéral est prêt à fournir plus de moyens pour améliorer la situation sur le terrain, dans tout le pays et dans les endroits où il y a des problèmes.»*

«Ils ne viennent pas tous d'ici, a répondu la bourgmestre Françoise Schepmans, *et la plupart du temps, ils ne sont que de passage.»* La mairie aurait néanmoins mis en place récemment, selon la *Libre Belgique*, une formation destinée à repérer la radicalisation violente à destination des policiers, agents de quartier, éducateurs, fonctionnaires communaux et professeurs qui y travaillent.

Europe sans frontière

C'est la Belgique qui, en Europe occidentale, produit le plus de combattants islamistes proportionnellement à sa population. Dans ce petit pays de 11 millions d'habitants, 494 djihadistes ont été identifiés: 272 sont en Syrie ou en Irak, 75 sont présumés morts, 134 sont revenus et 13 sont en route, selon les services belges.

Malgré le renforcement de sa législation antiterroriste, le démantèlement de filières de recrutement et de cellules terroristes depuis les années 1990 et les condamnations qui ont suivi, la Belgique reste un havre relativement sûr pour les djihadistes. *«L'Europe est devenue sans frontière, donc il est normal qu'ils* [les auteurs d'attentats] *en profitent aussi. Mais il faut faire en sorte que nous ne soyons plus une base pour ceux qui partent faire la guerre en Europe»*, a déclaré le bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur.

Le procès du groupe salafiste Sharia4Belgium à Anvers en février a aussi mis en lumière le rôle du pays dans la radicalisation de plusieurs jeunes Français revenus de Syrie. La Belgique est également une plaque tournante pour le trafic d'armes. Une partie de l'arsenal utilisé dans l'attaque contre *Charlie Hebdo* aurait été achetée à Bruxelles.

Avec l'Agence France-Presse
Le Monde

ATTENTATS DE PARIS

ANALYSE

Ce qui forgera la génération Bataclan

En s'attaquant aux lieux festifs de Paris et Saint-Denis, les terroristes ont ciblé le mode de vie hédoniste et urbain d'une génération déjà marquée par *Charlie*.

DIDIER PÉRON

Le terrifiant mur d'images qui se constitue sous nos yeux avec les photographies des victimes identifiées des attentats de vendredi apporte cette confirmation: la population visée par les terroristes du groupe État islamique (EI) était clairement ce biotope de jeunes urbains cool qui remplit au crépuscule cafés, gargotes et salles de concert de la capitale. Il faut être singulièrement instruit des habitudes sociales et de la symbolique des lieux pour non pas s'attaquer à un fief touristique ou à une enclave communautaire, mais à une zone à la fois bourgeoise, progressiste et cosmopolite, en cours d'«hipsterisation» avancée.

Les rues de ce fragment rive droite de la capitale témoignent d'une hétérogénéité sociale et ethnique qui a disparu de bon nombre d'autres arrondissements. Échoppes à la mode, bars pakistanais, cafés arabes, bouis-bouis chinois ou vietnamiens, librairies musulmanes et synagogues coexistent dans un espace urbain chahuté. Et le Bataclan était évidemment rempli, ce soir-là, d'un public d'ados et de jeunes adultes venus en toute décontraction applaudir un groupe rock à succès qui joue à fond d'une dérision maligne à l'égard des codes machos et bas de plafond de la sous-culture *redneck*. L'attentat foiré du Stade de France visait quant à lui à détruire l'épicentre d'une ample communion dans l'hédonisme sportif avec, en son cœur, une équipe de France elle-même à l'identité composite, dont les plus brillants éléments sont issus des banlieues défavorisées.

Deux générations

L'heure n'est pas encore au bilan de l'année écoulée, et déjà s'impose l'évidence d'une séquence historique cohérente entre l'attentat contre *Charlie Hebdo* en janvier et les attaques menées dans les Xe et XIe arrondissements de Paris vendredi soir. Deux générations ont été visées. L'assaut des frères Kouachi entendait faire taire la vieille garde de l'esprit gauchiste libertaire et son insolence laïcarde.

Tirer à bout portant notamment sur Cabu (76 ans), sur Wolinski (80 ans), sur Bernard Maris (68 ans), c'était pas de pitié pour les rieurs et pas de respect pour les ancêtres. Les événements de vendredi viennent décimer un autre genre de public, donc. Une même scénographie de l'irruption violente, dans le bureau de l'hebdomadaire le 7 janvier post-conférence de rédaction et dans la salle surchauffée vendredi, alors que le concert bat son plein. Les djihadistes entrent à chaque fois comme pour surprendre et punir un collectif en train de prendre du plaisir ensemble.

Si l'on veut bien considérer qu'en France, plus que partout ailleurs, une génération se définit par son baptême de révolte ou de manif, qu'il s'agisse des étudiants de Mai 68 ou des émeutiers de 2005, on a le sentiment que, pour la première fois peut-être, une génération naît et meurt la même année. Un gamin peut ainsi s'être fondu dans l'immense cohorte de la manifestation du 11 janvier, après la tuerie de *Charlie Hebdo*, et s'être fait tuer dix mois plus tard, selon une ordalie djihadiste qui manie la mort aléatoire et la lisibilité des massacres.

«Dans les quartiers attaqués, on peut voir des jeunes, cigarette et verre à la main, socialiser avec ceux qui vont à la mosquée du quartier, dit l'historien spécialiste du Moyen-Orient Pierre-Jean Luizard dans une entrevue à Mediapart. *C'est cela que* [le groupe] *EI veut briser, en poussant la société française au repli identitaire,* [...] *que chacun considère l'autre non plus en fonction de ce qu'il pense ou de ce qu'il est, mais en fonction de son appartenance communautaire.»* Avoir 20 ans en 2015, c'est être né en 1995, l'année des huit attentats islamistes à la bombe avec la traque de Khaled Kelkal, et c'est avoir 6 ans quand les tours jumelles s'effondrent. On ne sait pas décrire la part obscure, invisible des imprégnations politiques qui façonnent les individus au long cours des années d'apprentissage, quand on sait si bien le faire des traumas privés par la psychanalyse.

Libération

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Ils n'étaient pas 100 000, mais les marcheurs venus montrer leur solidarité y étaient de tout cœur.

Unis et debout, pour Paris

Des centaines de personnes ont marché à Montréal dimanche

FABIEN DEGLISE

«*Wow! Il y a au moins 100 000 personnes!*» Perché au bout de l'échelle, dans la nacelle d'un camion stationné dans la rue Maisonneuve, à Montréal, un laveur de vitres, téléphone intelligent en main, semblait dimanche matin particulièrement impressionné par la foule qui avançait silencieusement dans sa direction, en provenance du Quartier des spectacles. Mais son collègue, resté sur le trottoir en bas, a rapidement calmé ses ardeurs: *«Prends des photos! Tu ne sais même pas compter.»*

Il n'y avait effectivement pas 100 000 marcheurs, mais tout de même plusieurs centaines de Montréalais qui, dans la fraîcheur d'un petit matin gris de novembre, se sont rassemblés dimanche afin de prendre part à une marche de solidarité pour la France et les Parisiens frappés en plein cœur vendredi soir dernier par la haine aveugle de plusieurs kamikazes. Le défilé, à la charge symbolique de circonstance, s'est tenu à l'invitation du maire de Montréal, Denis Coderre.

Lucille, jeune Française dans la trentaine installée à Montréal depuis quatre ans, y était. *«Quand on vit loin, on se sent touché d'encore plus près»*, a-t-elle indiqué au *Devoir* tout en marchant avec en main une pancarte sur laquelle on pouvait lire la locution latine *Fluctuat nec mergitur*. *«C'est la devise de la ville de Paris. Cela veut dire: "Il est battu par les flots, mais il ne sombre pas."»*

Au pied d'un immeuble de l'avenue McGill College où le Consulat de France à Montréal tient chancellerie et où la marche, partie de la rue Jeanne-Mance, a pris fin vers 10h30, le maire de Montréal a tenu à afficher sa solidarité avec Paris, mais également avec les victimes, les familles des personnes qui ont trouvé la mort, de manière absurde, dans les attentats de vendredi. *«Montréal est Paris*, a-t-il lancé à la foule. *Nous ne céderons pas à l'intimidation, nous allons faire front commun contre la haine pour préserver le vivre-ensemble, nos valeurs d'ouverture et de partage»,* a ajouté le premier magistrat tout en cherchant à couper court aux discours radicaux, au repli identitaire que les événements tragiques de Paris pourraient induire là-bas, comme ici. *«Nous allons également penser aux réfugiés qui ont besoin de notre aide.»*

Lumière contre obscurité

«Nous ne plierons pas l'échine, a renchéri pour sa part la ministre des Relations internationales, Christine St-Pierre, qui représentait le gouvernement du Québec lors de la marche. *Ouvrons nos cœurs aussi à ceux qui vont venir ici dans les prochains jours pour chercher un avenir meilleur»,* a-t-elle ajouté, faisant référence aux réfugiés syriens que Québec se prépare à accueillir d'ici la fin de l'année. Plusieurs personnalités ont pris part à la marche, dont François Legault, Pierre Karl Péladeau et Mélanie Joly, entre autres.

À quelques pas de là, Lolei, une jeune mère de famille d'une trentaine d'années accompagnée de sa fille assise dans une poussette, venait quelques minutes plus tôt de déposer en silence une simple rose blanche au pied de l'immeuble où, depuis vendredi soir, des bougies, des bouquets, des dessins d'enfants évoquant la liberté, la France, la tolérance ont fait leur apparition. *«Mon frère habite Paris*, a-t-elle résumé tout en s'excu-

Élan mondial de solidarité

Une *Marseillaise*, hymne national français, sous la direction de Placido Domingo au Metropolitan Opera de New York, un mur à Jérusalem éclairé en bleu, en blanc et en rouge, tout comme le Corcovado de Rio ou la National Gallery à Londres, des foules convergeant devant les ambassades au Mexique, aux États-Unis, au Costa-Rica pour y déposer fleurs et messages, l'élan de solidarité avec la France s'est répandu partout sur la planète dans les derniers jours pour réaffirmer l'attachement à des sociétés libres et à un monde uni. À Stockholm, samedi soir, la chanteuse Madonna n'a pas annulé son concert, mais l'a ouvert en expliquant que ceux qui *«cherchent à nous faire taire n'y arriveront pas»*, avant d'entonner *La vie en rose* d'Édith Piaf. À Hollywood, le réalisateur Spike Lee a affiché ses couleurs pour Paris: *«Mon cœur est avec tous les gens de Paris»*, a-t-il dit, alors que sur Twitter, le joueur de tennis Rafael Nadal a transmis son affection et son soutien à la France. De nombreux événements sportifs se sont aussi montrés solidaires.

La conférence sur le climat est maintenue

ALEXANDRE SHIELDS

Malgré le choc vécu par la France, tout indique que la conférence de Paris sur le climat aura bel et bien lieu dans deux semaines, comme prévu. Pas moins de 80 chefs d'État sont attendus pour l'occasion, en plus des milliers de participants provenant de partout dans le monde.

«La COP21 est maintenue», a fait valoir le gouvernement français au cours de la fin de semaine. *«Au contraire, plus que jamais! Sinon, c'est le terrorisme qui gagne»*, a aussi déclaré la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, en entrevue au magazine *Le Point*.

L'envoyé spécial du président François Hollande pour le climat, Nicolas Hulot, a également souligné qu'une annulation de cet important sommet climatique constituerait une forme de *«capitulation»*. *«Il ne s'agit pas d'exposer les interlocuteurs au danger terroriste: il me semble que le Bourget* [où doit se tenir la COP21] *est un lieu isolé, plus facile à sécuriser que si cela se déroulait au cœur de Paris»*, a-t-il ajouté, en entrevue à *L'Obs*.

Selon lui, la lutte contre les changements climatiques est aussi une question de sécurité internationale. *«Il faut comprendre que la question du réchauffement climatique n'est pas uniquement un problème environnemental: il est très directement associé aux questions de la sécurité internationale et du terrorisme. Alors oui, il faut maintenir la COP21, justement à cause des attentats! Quand des millions d'habitants doivent fuir leurs terres à cause de la sécheresse, des inondations ou des typhons, cela aggrave les inégalités et les exclusions dans les pays où le terrorisme fait son miel. Les batailles pour l'accès aux ressources et à l'énergie sont les ferments des guerres de demain, en Orient comme en Occident.»*

«Il faut utiliser ces événements tragiques pour oublier nos différends insignifiants et nous recentrer sur l'essentiel. L'essentiel, c'est l'avenir de l'humanité», a par ailleurs insisté M. Hulot.

Manifestations interdites

Les manifestations ont été interdites jusqu'au 19 novembre à Paris. Rien pour le moment n'est dit sur les deux grandes manifestations qui doivent précéder et clore la COP21. Le plus gros cortège est en préparation pour le dimanche 29 novembre, l'autre, le samedi 12 décembre.

Les attentats sont survenus à deux semaines du sommet sur le climat (COP21) prévu dans la capitale française, au parc des expositions Paris–Le Bourget. Ce sommet, qui doit permettre à 195 États de signer l'accord de lutte contre les changements climatiques le plus ambitieux de l'Histoire, doit normalement se tenir du 30 novembre au 11 décembre.

Le Devoir

Calculer le coût de l'onde de choc

Le tourisme risque de souffrir des attentats, disent des experts d'un champ d'études de plus

FRANÇOIS DESJARDINS

Au-delà des effets pernicieux sur la psychologie collective, il semble peu probable que l'attaque terroriste à Paris aura des conséquences profondes sur l'économie française, mais elle est susceptible, à tout le moins, de miner le tourisme pendant un certain temps, estiment plusieurs experts américains consultés par *Le Devoir*.

L'analyse des impacts causés par des attentats est un champ d'études qui a pris de l'expansion aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001, reposant autant sur l'étude du financement occulte du terrorisme que ses effets, notamment sur la confiance du public, le tourisme, les échanges transnationaux, les dépenses de sécurité et la réglementation.

«Jusqu'à ce que les Parisiens et les touristes se sentent plus en sécurité, nous pouvons nous attendre à ce que les gens s'y plaisent moins, avec une réduction frappante du tourisme, du magasinage et de la restauration, surtout chez les touristes», estime Eli Berman, qui a grandi à Ottawa et enseigne l'économie à l'Université de la Californie à San Diego. *«L'expérience israélienne nous enseigne qu'une partie de l'activité peut basculer vers Internet, ou vers des endroits où la sécurité est très évidente. Les marchés publics et les cafés vont souffrir.»*

AMR NABIL ASSOCIATED PRESS

Des soldats gardaient l'Arc de triomphe, haut lieu touristique, dimanche à Paris. La ville pourrait connaître une saison tranquille.

En dépit d'une hyperactivité touristique qui fait l'envie d'autres pays, l'économie française, sixième au monde, n'est pas perçue comme la plus dynamique du continent. Elle a vraisemblablement enregistré une croissance de 1,1% en 2015, croit l'OCDE. Les dépenses touristiques comptent pour plus de 7% du PIB, selon le gouvernement français.

Cela dit, la mesure précise d'un drame demeure difficile. Les conséquences économiques du 11-Septembre étaient immenses en termes absolus (27,2 milliards d'impact direct), ont rappelé en 2005 deux chercheurs dont les travaux ont été publiés par le Fonds monétaire international (FMI), mais elles étaient minuscules en comparaison de l'économie américaine dans son ensemble (0,25% du PIB annuel). *«Les récents attentats ont affecté l'économie nationale et l'économie mondiale»*, ont écrit R. Barry Johnston and Oana M. Nedelescu. *«Les conséquences peuvent être déclinées en effets directs à court terme, en effets de confiance à moyen terme et en effets de productivité à long terme.»*

Effets indirects

Quant aux coûts indirects, ont ajouté les chercheurs, ils *«peuvent être significatifs et ont le potentiel de miner la confiance du public et des investisseurs»*. Par exemple, les dépenses habituelles peuvent soudainement se transformer en épargne supplémentaire, *«ce qui peut se propager dans l'économie et le reste du monde»*.

ATTENTATS DE PARIS

FRANCIS VACHON LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard a fait un discours devant le consulat de France, à Québec, samedi, entouré de Denis Coderre, Régis Labeaume, Christine St-Pierre, Nicolas Chibaeff (consul) et Pierre Karl Péladeau.

Couillard met le Québec en garde contre ses « démons »

ROBERT DUTRISAC
Correspondant parlementaire à Québec

Le chef libéral, Philippe Couillard, croit qu'en proposant des politiques censées correspondre aux vœux de la population, le Parti québécois et la Coalition avenir Québec ont encouragé le *«démon»* de l'intolérance à l'endroit des nouveaux arrivants.

«Parfois, et même parfois involontairement, en adoptant certaines politiques qui semblent faciles, qui semblent répondre à ce qu'on croit être le souhait de la population, on pose des gestes qui attisent les braises de ces démons qu'on a chez nous», a affirmé Philippe Couillard au cours de la conférence de presse qui a clôturé le Conseil général du Parti libéral du Québec.

Le chef libéral a indiqué qu'il éprouvait toujours une *«inquiétude»* face à l'intolérance au Québec. *«Il ne faut pas nier qu'on a chez nous les mêmes démons* [que ceux] *que les autres sociétés démocratiques connaissent, dont la peur de l'autre, dont la tentation facile du rejet de l'étranger, dont la xénophobie»*, a-t-il dit. La bannière qui a été déployée à Québec pour s'opposer à l'accueil de réfugiés syriens ainsi que la pétition qui circule dans le même but en sont des manifestations.

> *« En adoptant certaines politiques qui semblent faciles, [...] on pose des gestes qui attisent les braises de ces démons »*
>
> **Philippe Couillard, premier ministre du Québec**

Les leaders politiques doivent tenir un discours *«qui nous élève au-dessus de ce niveau et qui rappelle à la population l'importance, au contraire, de la notion d'accueil»*, les a-t-il exhortés, estimant qu'il s'agirait d'une *«récupération inacceptable»* que *«d'exploiter ces démons-là, de souffler sur ces braises»*.

Charte des valeurs

Devant ses militants, dimanche, Philippe Couillard a fustigé le PQ pour sa proposition, c'est-à-dire celle de Jean-François Lisée, d'imposer un délai d'un an à un nouvel arrivant pour obtenir le droit de vote dans un référendum, ainsi que la CAQ qui veut imposer un examen de français aux immigrants trois ans après leur arrivée et procéder à leur expulsion en cas d'échec. En matière d'accueil des immigrants, les deux partis *«ont un lourd passif»* dont *«cet épisode regrettable de la Charte des valeurs qui a vraiment divisé les Québécois»*, a-t-il fait valoir.

Or le Québec a toujours été une terre d'accueil pour les réfugiés, qu'il s'agisse des *boat-people*, des Libanais ou des Haïtiens, a-t-il rappelé. Il a réitéré la volonté de son gouvernement d'accueillir 6000 réfugiés syriens. Si les inquiétudes que soulève leur accueil sur le plan de la sécurité sont *«légitimes»*, selon lui, les vérifications dont se charge le gouvernement fédéral à cet égard sont suffisantes, d'autant que ces réfugiés sont *«les premières victimes directes de cette terreur épouvantable»*.

Engagement militaire du Canada

Comme il l'avait fait samedi, Philippe Couillard a affirmé que *«les actions unilatérales non concertées»* des pays dans les conflits en Syrie et en Irak avaient parfois *«des effets très négatifs»*. Cette approche *«fragmentée»* fait le jeu du groupe État islamique, estime-t-il. Le Canada ne peut rester étranger à cette lutte contre *«cet ennemi mortel»* et doit se joindre à une offensive multilatérale d'une coalition contre EI. *«Ce que la communauté internationale demande au Canada de faire, il faut le faire»*, a-t-il soutenu. *«Il pourrait s'agir d'autres rôles que des rôles combattants»*, a évoqué Philippe Couillard, qui ne fera pas pression sur Justin Trudeau pour qu'il épouse ses vues.

Le Devoir

sant du trémolo qui est apparu dans sa voix. *J'y ai encore beaucoup d'amis. Ce matin, je voulais montrer à ma fille que la solidarité est toujours mieux que la haine.»*

«Depuis vendredi, nous vivons l'impensable, a dit à la foule massée près d'elle Catherine Feuillet, consule générale de France à Montréal, *le massacre de vies innocentes par la violence aveugle. Face à l'horreur, nous n'avons pas peur. Nous sommes meurtris, mais nous ne changerons pas. Leur obscurité n'aura pas de prise sur nous.»*

Au départ de la marche, Carl, accompagné de ses trois jeunes enfants, était déjà sur cette même tonalité qui semblait commune à bien des marcheurs, dimanche matin. *«Je suis ici en solidarité avec le peuple français*, a-t-il indiqué au *Devoir*. *Je veux montrer à mes enfants qu'il ne faut pas avoir peur de se tenir debout, de se rassembler, pacifiquement, le visage découvert, pour défendre nos valeurs.»* Au loin, on pouvait lire sur des pancartes *«Personne ne nous mettra à genoux»* ou encore la formule enfantine moqueuse et frondeuse très franco-française : *«Même pas peur.»*

Le Devoir

en plus populaire

Outre l'impact touristique, une économie *«diversifiée comme celle de la France»* ne vivra dans l'ensemble aucun effet pervers après l'attaque, croit Todd Sandler, de l'Université du Texas à Dallas. *«Plusieurs analyses statistiques appuieraient cette affirmation. Pour une économie plus pauvre ou moins diversifiée, ça serait une autre histoire.»*

Dans le cas présent, aux yeux d'Alan Auerbach, professeur d'économie à l'Université Berkeley, l'absence de dommages aux infrastructures fait en sorte que *«les effets directs sur l'économie française seront minimes»*. Pour lui, les répercussions principales seront indirectes. *«Il faut prévoir un impact sur le tourisme. Qu'il soit à court ou à plus long terme dépendra de l'évolution de la situation dans les prochaines semaines.»* Il pourrait aussi y avoir *«une certaine perturbation»* découlant de la sécurité accrue, de même que les coûts de cette sécurité, *«mais je ne vois pas là d'impact significatif sur l'économie»*.

Le Devoir

Les eaux usées
FAITES LA DIFFÉRENCE

Pour protéger le fleuve Saint-Laurent, vous pouvez, vous aussi, contribuer à améliorer la qualité des eaux usées rejetées et ce, tout au long de l'année. Vous ne devriez jamais utiliser votre cuvette de toilette pour jeter :

- serviettes de soins personnels et pour bébés
- couches
- cotons-tiges
- cheveux
- soie dentaire
- tampons
- condoms
- médicaments périmés
- graisse alimentaire

Pour information : 311
ville.montreal.qc.ca/intercepteur

Montréal

Pourquoi appuyer *Le Devoir*

Vingt-quatre personnalités connues provenant de multiples milieux de la société québécoise prêtent leur voix dans une série de capsules vidéo afin de soutenir le seul quotidien indépendant au Québec.

Aux prises, comme tous les médias traditionnels, avec des changements structurels importants, *Le Devoir* se trouve aujourd'hui dans une situation financière précaire. À la différence des autres entreprises de presse, *Le Devoir* ne compte sur aucun groupe financier pour l'appuyer dans la poursuite de sa mission d'information.

Ils appuient *Le Devoir*

« C'est à mes yeux la principale antenne que nous avons sur le Québec. »
– **Guy Rocher**
Sociologue

« C'est un journal qui garde une certaine objectivité et une indépendance vis-à-vis des enjeux que je suis en train d'étudier. »
– **Andrew Molson**
Avocat

« Il est un maillon fragile et en même temps extrêmement solide parce que c'est un esprit libre. »
– **Dominic Champagne**
Auteur et metteur en scène

« C'est une perle rare qui nous permet de réfléchir, de penser, d'animer la Cité. »
– **Léa Clermont-Dion**
Étudiante et auteure

« *Le Devoir*, ça fait du bien, ça aide à comprendre, ça défait les mythes. »
– **Catherine Dorion**
Auteure et comédienne

Découvrez les témoignages vidéo de la semaine en visitant

jesoutiens.ledevoir.com

Comment appuyer *Le Devoir*

- Abonnez-vous ou abonnez un ami ou un parent.
- Faites un don à la Fondation des Amis du Devoir à lesamisdudevoir.com
- Partagez nos articles et nos capsules vidéo, aimez notre page Facebook, suivez-nous sur Twitter, inscrivez-vous à notre infolettre.

Merci de votre soutien !

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

ACTUALITÉS

Lise Thibault conservera ses prestations de retraite

MARIE VASTEL
Correspondante parlementaire à Ottawa

L'ancienne lieutenant-gouverneur Lise Thibault a beau avoir admis qu'elle a fraudé les gouvernements fédéral et provincial, elle pourra néanmoins continuer de récolter ses prestations de retraite versées par Ottawa. Car le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de modifier la loi pour pouvoir les lui retirer.

Lise Thibault

En tant qu'ex-représentante de la reine, Lise Thibault a droit à une pension de retraite régie par le gouvernement fédéral. Malgré sa condamnation au criminel, après qu'elle eut plaidé coupable en décembre à des accusations de fraude et d'abus de confiance, Mme Thibault continue de percevoir cette retraite.

«Aucune modification n'est envisagée en ce moment», a indiqué au *Devoir* un porte-parole du Bureau du conseil privé, Raymond Rivet. *«Il n'y a aucune disposition en vertu de la Loi sur les pensions de lieutenants-gouverneurs selon laquelle un lieutenant-gouverneur verrait sa pension suspendue ou retirée et aucune disposition précisant les conditions dans lesquelles un lieutenant-gouverneur verrait sa pension révoquée.»*

La loi fédérale prévoit qu'un ex-lieutenant-gouverneur touche une pension équivalant à 30 % de son salaire moyen des cinq dernières années en service. Le salaire de Lise Thibault se chiffrait à 110 800 $. Elle touche donc une pension annuelle d'environ 33 200 $. Le Conseil du trésor n'a pas voulu confirmer ce chiffre, car il s'agit d'une information confidentielle, a-t-on indiqué. Cette somme s'ajoute à d'autres rentes qui sont versées à Lise Thibault.

Après des procédures légales qui s'éternisaient depuis 2007, Lise Thibault a reconnu sa culpabilité l'an dernier pour des fraudes de 411 247 $. Elle avait réclamé, à tort, le remboursement de toutes sortes de dépenses entre 1998 et 2007. Les procédures légales avaient été entamées à la suite du dépôt d'un rapport des vérificateurs généraux du Québec et du Canada lui reprochant 700 000 $ en dépenses injustifiées — des activités familiales, des sorties de golf et de ski, des vacances au soleil, et autres.

Condamnée à 18 mois de prison fin septembre dernier, Lise Thibault a porté sa cause en appel une semaine plus tard et a été libérée sous caution en attendant cette audience, qui doit être entendue en février prochain.

Le Devoir

SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau (au centre), discutait avec le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, au moment de la prise de photo de famille officielle du sommet du G20 à Antalya, dimanche.

G20

Baptême diplomatique pour le nouveau premier ministre

Justin Trudeau a vanté le potentiel de la jeunesse et a réitéré sa promesse d'accueillir 25 000 réfugiés syriens, devant un panel de gens d'affaires, dimanche

MIKE BLANCHFIELD

Antalya — Justin Trudeau a fait ses premiers pas sur la scène internationale, dimanche, en annonçant à un auditoire composé de gens d'affaires que les investissements à long terme dans les infrastructures et dans la jeunesse sont les clés de la croissance économique.

Le premier ministre canadien a présenté la Stratégie de croissance ajustée du Canada et la Stratégie d'investissement du Canada dans le cadre d'une rencontre du G20 qui se tient à Antalya, en Turquie, jusqu'à lundi.

L'ensemble des pays membres, qui représentent 85 % de la production mondiale, ont été invités à présenter leurs stratégies d'investissement dans le cadre de ce sommet.

Réfugiés

M. Trudeau a réaffirmé l'engagement du Canada à accueillir 25 000 réfugiés syriens. Il a déclaré que le Canada est un pays qui se définit par l'ensemble des valeurs partagées par ses citoyens, et non par leurs différences culturelles.

Le baptême du feu de Justin Trudeau sur la place mondiale est marqué par sa décision de retirer les avions de chasse canadiens de la coalition menée par les États-Unis qui cible des positions du groupe armé État islamique en Syrie.

Une décision qui est de plus en plus contestée à la lumière des récents attentats qui ont mis la capitale française à feu et à sang. Les attaques meurtrières, qualifiées *«d'acte de guerre»* par le président français, François Hollande, ont été revendiquées par le groupe terroriste.

M. Trudeau s'est brièvement entretenu de manière informelle avec le président américain, Barack Obama, dimanche, mais la participation des CF-18 canadiens n'a pas été soulevée, a fait savoir le bureau du premier ministre.

L'arrivée du premier ministre canadien au panel du G20 sur le monde des affaires a été à la hauteur de sa réputation de « rock star » de la politique.

Des dizaines de délégués l'ont sollicité pour prendre des égoportraits en sa compagnie. La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, l'a notamment chaleureusement accueilli.

Stimuler la croissance

Dans la foule qui a assisté au panel se trouvaient également le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le Canadien Mark Carney, le président de la Chambre de commerce du Canada, Perrin Beatty, et le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), José Angel Gurria.

M. Trudeau a notamment abordé la question des investissements massifs qu'il compte faire dans les infrastructures pour stimuler la croissance économique du pays.

Il a également expliqué pourquoi il s'était désigné ministre de la Jeunesse — une première pour un premier ministre canadien, a-t-il dit —, avant de lancer un message qui n'avait pas été entendu sur la scène internationale depuis près d'une décennie.

«Les changements climatiques sont un véritable défi et la manière dont nous nous préparons aux pressions accrues sur nos écosystèmes et sur nos ressources et sur notre climat sera quelque chose sur lequel nous serons jugés dans les prochaines décennies par les plus jeunes générations», a-t-il mentionné.

L'allocution de M. Trudeau était principalement axée sur les stratégies d'investissements et de croissance du pays. Le premier ministre a répondu à deux questions provenant du public, touchant le taux de chômage chez les jeunes et les réfugiés.

Il a noté que lorsqu'il a commencé sa carrière d'enseignant il a compris l'importance pour une société d'aider les plus jeunes à avoir du succès, *«et c'est pourquoi pour la première fois, le premier ministre du Canada est également le ministre de la Jeunesse»*.

La Presse canadienne

ÉNERGIES FOSSILES

Les consultations publiques débutent malgré l'absence de plusieurs études clés

ALEXANDRE SHIELDS

Même si les consultations publiques des évaluations environnementales stratégiques sur les énergies fossiles débutent ce lundi, pas moins du tiers des études commandées par le gouvernement Couillard n'ont toujours pas été publiées, a constaté *Le Devoir*. Certaines d'entre elles sont directement liées à des projets d'exploitation et de transport de pétrole particulièrement controversés au Québec.

Selon une recension réalisée dimanche, 18 des 62 études menées à la demande de Québec dans le cadre des évaluations environnementales stratégiques (EES) sur les hydrocarbures étaient toujours identifiées comme *«disponibles sous peu»* vendredi en fin de journée.

Il faut savoir que toutes ces études, très techniques, ratissent très large. Elles concernent tous les projets d'exploitation de pétrole et de gaz de la province, en plus du transport par train, par bateau et par pipeline. Les 44 études et les documents connexes publiés le 28 octobre, soit un peu plus de deux semaines avant le début des consultations publiques, représentent d'ailleurs près de 4000 pages d'analyses.

À quelques heures du début des quatre jours de consultations prévus la semaine prochaine, le portrait n'est toutefois pas complet. Il manque en fait pas moins de 18 études, dont 10 dans le chantier «Environnement», l'un des six chantiers des EES. Selon ce qui a été dit lors de la rencontre d'«information» tenue le 3 novembre en vue des consultations, l'ensemble des études sera publié d'ici la fin de l'année. Elles risquent donc de ne pas être disponibles au cours des consultations, qui se tiennent seulement cette semaine, de lundi à jeudi, à raison de quelques heures par jour.

ALEXANDRE SHIELDS LE DEVOIR

Parmi les documents pas encore publiés, pas moins de 10 études portent directement sur des enjeux environnementaux pour l'île d'Anticosti.

Projets controversés

Parmi les 18 études impossibles à consulter avant les consultations, on compte pourtant des documents liés à des projets de la filière fossile particulièrement controversés au Québec. Une étude s'intitule *Examen des risques associés aux traverses de cours d'eau par des pipelines*. À lui seul, le pipeline Énergie Est doit traverser pas moins de 641 cours d'eau dans la province, dont le fleuve Saint-Laurent, plusieurs servant de source d'eau potable et certains présentant des risques de glissement de terrain.

Une autre étude porte sur les *«mesures de prévention, de préparation et d'intervention»* en cas de déversement *«majeur»* en milieu terrestre. Selon la liste du gouvernement portant sur les EES, cette étude *«évaluera l'état de préparation des divers intervenants publics et privés, y compris les instances municipales, leur capacité technique et financière et les mécanismes de coordination établis entre eux. Enfin, elle abordera la capacité des entreprises à supporter le coût des mesures de restauration et de compensation requises. Un volet propre à l'île d'Anticosti est prévu dans l'étude»*.

En ce qui a trait au volet économique, une étude toujours attendue doit permettre d'évaluer les avantages et désavantages de l'exploitation de pétrole et de gaz au Québec, tandis qu'une autre doit aborder l'*«acceptabilité sociale»* des projets de la filière fossile.

Même si le gouvernement Couillard a refusé de mandater le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour étudier le transport de pétrole par train, une étude doit aborder le «transport» du pétrole en général dans le cadre de l'EES. Elle doit permettre de documenter les activités au Québec, mais aussi *«le type d'accidents»* et leur ampleur. Cette étude n'était toujours pas publiée dimanche soir.

Par ailleurs, un total de 10 études non publiées portent directement sur des enjeux environnementaux pour l'île d'Anticosti. On y retrouve notamment une *«évaluation des risques environnementaux des rejets d'eaux usées (après traitement) dans les milieux aquatiques de l'île»*. Il faut savoir que selon une estimation préliminaire, chaque forage avec fracturation consommerait pas moins de 22 millions de litres d'eau. De tels forages sont prévus pour 2016, mais l'EES n'aborde pas les impacts de la fracturation sur Anticosti.

Une autre analyse doit élaborer un «projet type» d'exploitation industrielle de pétrole et de gaz sur Anticosti. *«Le projet type servira ensuite à évaluer les impacts de cette filière sur l'environnement, la société et l'économie»*, précise le site des EES.

Les consultations publiques sur les EES débutent ce lundi à Montréal. Le rapport final de l'EES est attendu d'ici quelques semaines. Ces EES constituent un jalon important pour l'avenir de la filière pétrolière et gazière au Québec. Elles doivent en effet être utilisées dans le cadre de l'élaboration de la future politique énergétique, mais aussi pour le premier projet de loi sur les hydrocarbures de l'histoire du Québec. Ce projet de loi devrait être présenté au printemps prochain.

Le Devoir

EAUX USÉES

Un volume moins important que prévu déversé

JEANNE CORRIVEAU

Le déversement d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent aura été moins important que prévu. La Ville de Montréal a annoncé samedi que l'intercepteur Sud-Est serait remis en service en soirée, soit trois jours plus tôt que prévu.

Les travaux dans l'intercepteur auront pris moins de quatre jours, au lieu des sept jours annoncés initialement. Selon la Ville, ce sont donc 4,9 milliards de litres d'eaux usées qui auront été rejetés dans le fleuve sans traitement, plutôt que 8 milliards de litres.

Dans un communiqué diffusé samedi après-midi, la Ville a indiqué avoir pu retirer les 56 cintres décrépits de l'intercepteur et avoir réalisé l'ensemble des travaux prévus, notamment le nettoyage des sédiments, l'inspection des structures, certaines réparations préventives ainsi que le calibrage des équipements. *«Cette bonne performance est attribuée à l'engagement inconditionnel des experts, des équipes techniques et des partenaires du projet»*, ajoute-t-on.

Les travaux d'aménagement de la chute à neige Riverside débuteront lundi et dureront dix jours maximum. C'est l'installation d'une plateforme de sécurité qui a permis la remise en service de l'intercepteur, mais des rejets d'eaux usées dans le fleuve pourraient survenir, prévient toutefois la Ville. *«Pendant ces travaux, nous limiterons la surverse des eaux non traitées du collecteur Saint-Pierre aux heures de travaux* [7 h/jour]. *En conséquence, l'interdiction de contact avec l'eau sera maintenue pour un secteur très localisé du Vieux-Montréal: Habitat 67 et secteur King-Edward»*, explique la Ville.

La Ville a par ailleurs reçu les premiers résultats bactériologiques des échantillons d'eau recueillis dans le fleuve. *«Dans la majorité des secteurs, les premiers résultats sont globalement conformes aux valeurs anticipées. Un second lot de données sera déposé demain, dimanche, et permettra une analyse plus globale de la situation»*, précise la Ville.

Le Devoir

CENTRES D'INJECTION SUPERVISÉE

Les partisans optimistes pour l'implantation montréalaise

GIUSEPPE VALIANTE

Des travailleurs de la santé québécois et des politiciens s'attendent à ce que le nouveau gouvernement libéral à Ottawa approuve l'implantation de centres d'injection supervisée à Montréal, qui serait la deuxième ville au pays à héberger ces emplacements controversés.

Certains autres s'inquiètent cependant des effets d'une loi stricte adoptée par l'ancien gouvernement conservateur qui force les exploitants de lieux à naviguer dans des dédales législatifs qui visaient à dissuader les intervenants d'offrir de tels services, selon eux.

Le président du centre de santé montréalais qui serait le premier à instaurer un site d'injection supervisée légal dans la métropole n'a *«aucun doute»* que la nouvelle ministre de la Santé, Jane Philpott, donnera son aval au projet après des mois de *«paralysie»* avec les conservateurs.

Louis Letellier de St. Just croit que le plan pour implanter des sites à trois endroits stables, en plus d'un centre mobile, sera sans doute approuvé rapidement, et il pourrait même être en marche dès l'automne prochain.

Les défenseurs de ces centres affirment qu'ils offrent un environnement sécuritaire et sanitaire pour les toxicomanes

Ce changement de ton réjouit M. Letellier de St. Just, dont le centre communautaire Cactus Montréal travaille avec les toxicomanes et les travailleurs du sexe depuis des dizaines d'années.

Un porte-parole de la Ville de Montréal a indiqué que le maire Denis Coderre s'attendait également à une réponse positive du gouvernement de Justin Trudeau sur ce dossier.

Santé Canada a refusé de commenter la demande d'autorisation de Montréal, mais la plateforme électorale des libéraux énonçait clairement qu'ils soutenaient l'implantation de tels centres puisqu'ils *«diminuent le risque de décès et de maladies pour ceux qui vivent avec la dépendance et des maladies mentales, réduisent les crimes et protègent la santé publique et la sécurité.»*

Actuellement, Vancouver est la seule ville au Canada où les utilisateurs de drogues injectables peuvent s'injecter des substances illégales sous la supervision d'infirmières et d'autres professionnels de la santé.

Les défenseurs de ces centres affirment qu'ils offrent un environnement sécuritaire et sanitaire pour les toxicomanes, qui peuvent en même temps être redirigés vers des programmes de traitements.

Ceux qui s'y opposent soutiennent que les sites encouragent la consommation de drogues et attirent les toxicomanes. Ils estiment que le gouvernement ne devrait pas subventionner des endroits où l'on consomme des substances illégales.

Horizon débloqué

Le gouvernement conservateur souscrivait à cette vision et il avait tenté par tous les moyens de fermer le site de Vancouver, Insite, qui a finalement été maintenu après un jugement de la Cour suprême en 2011. Le plus haut tribunal du pays a statué que le gouvernement ne pouvait pas refuser d'offrir des services de santé à des toxicomanes du quartier Downtown Eastside.

En réaction au jugement, les conservateurs avaient adopté une loi en juin qui rend *«pratiquement impossible»* l'ouverture de nouveaux sites, selon Anna Marie D'Angelo, du site Insite.

Les villes qui veulent ouvrir de tels centres ont besoin de l'approbation du gouvernement fédéral puisqu'ils nécessitent une dérogation à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

La loi des conservateurs — connue sous le nom C-2 — oblige les prochains exploitants de sites à fournir au gouvernement une pléthore de statistiques sur le quartier où le centre ouvrirait. Ils devraient aussi remettre une vérification des antécédents criminels des futurs employés et un compte-rendu sur l'opposition potentielle au projet dans le quartier.

La Presse canadienne

Loto-Québec — Résultats des tirages du : 2015-11-14

Lotto 649 : 05 08 23 39 41 48 — compl. 26
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 $
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 $
54178369-05

Québec 49 : 07 15 17 18 46 47 — compl. 33

Extra 5597643

Résultats des tirages du : 2015-11-13

Lotto MAX : 07 11 19 38 40 41 42 — compl. 49
Prochain gros lot (approx) : 33 000 000 $

Extra 2716025

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/loteries

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

radio vm
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL
Suivez-nous sur facebook | 1 855 212-2020 (sans frais)
radiovm.com

LA MUSIQUE CLASSIQUE EST À RADIO VM !

PLUS DE 32 HEURES DE MUSIQUE CLASSIQUE À CHAQUE SEMAINE

- Chants grégoriens
- Couleurs et mélodies
- Les complies à l'Abbaye Saint-Benoît-du-Lac
- Les mélomanes
- L'Opéra
- Musique classique
- Musique sacrée
- Récit au grand orgue

91,3 FM MONTRÉAL | 100,3 FM SHERBROOKE | 89,9 FM TROIS-RIVIÈRES | 89,3 FM VICTORIAVILLE | 104,1 FM RIMOUSKI

ÉDITORIAL

ATTENTATS DE PARIS

Après la douleur

Le monde entier partage le deuil de la France, frappée par l'attentat de vendredi soir à Paris. Après l'incompréhension, la douleur et la révolte ressenties devant un acte aussi barbare, devant tant de morts gratuites, s'exprime maintenant le refus de cette peur qu'un terrorisme totalitaire cherche à ancrer dans les sociétés occidentales.

Cet attentat de Paris ne fait que s'ajouter à une longue liste d'attentats presque quotidiens. Il y a deux semaines, c'est la Russie qui était frappée. Avant, c'étaient le Liban, la Tunisie, l'Algérie, le Nigeria. Toujours des attentats menés par EI ou par des groupes associés à al-Qaïda, laquelle avait lancé cette guerre à l'Occident avec le triple attentat du 11 septembre 2001.

L'islamisme radical d'EI est conduit par un esprit de soumission entière à un idéal religieux niant cette valeur fondamentale à chaque être humain qu'est la liberté. La liberté de choisir sa vie, la liberté de penser, la liberté de dire. L'attentat contre *Charlie Hebdo*, c'était la censure de journalistes qui incarnaient la liberté de parole. Vendredi, un pas a été franchi. C'est aux citoyens ordinaires qu'on veut maintenant étendre cette censure, leur niant leur liberté de vivre, de rire, d'avoir du bonheur. Et à travers ces 132 Français tués, c'est à tous les Occidentaux que l'on dit « ayez peur ».

Il faut bien sûr riposter à cet acte de guerre, comme l'a qualifié le président François Hollande. Oui, c'est une guerre à laquelle on ne peut échapper, car la menace que fait planer EI est universelle. Des Canadiens en ont déjà été victimes. Et de toute manière, nous y sommes déjà engagés, puisque le Canada fait partie de la coalition de pays occidentaux qui participe en Irak et en Syrie à la lutte contre EI.

BERNARD DESCÔTEAUX

Cette riposte doit être mesurée. La pire chose serait de céder à la peur et d'instaurer un état de guerre dans nos pays en donnant aux forces de sécurité des pouvoirs extraordinaires au prix de limites aux libertés individuelles. On ne peut vouloir à la fois défendre la liberté et la réduire. Animé par une obsession sécuritaire, le gouvernement Harper a adopté l'an dernier une loi C-51 qui fait justement cela. Le premier ministre Justin Trudeau sera l'objet de pressions de ne pas revoir cette loi, comme il s'y est engagé en campagne électorale. Il lui faudra prendre garde à ne pas se laisser emporter par la même obsession que son prédécesseur. La menace qui pèse sur le Canada n'est pas celle qui prévaut en France.

Il ne faut pas revenir non plus sur l'engagement d'accueillir les réfugiés syriens, auxquels des voix, ici et ailleurs, invitent à fermer nos portes, sous prétexte que les réfugiés d'aujourd'hui pourraient être les terroristes de demain. C'est oublier que ces réfugiés sont les victimes des exactions d'EI dont on ferait le jeu en n'accomplissant pas notre devoir humanitaire.

Au-delà des mesures de protection de nos sociétés, sur les territoires nationaux reste aux pays occidentaux l'action militaire, qui peut être vue comme la seule façon de s'attaquer à la racine du mal. Repousser EI dans ses retranchements et le priver des moyens financiers que lui apporte le pétrole réduirait sa capacité d'intervenir, quoiqu'il ne faille pas penser qu'il est possible d'annihiler la pensée djihadiste.

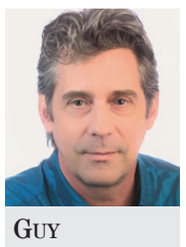
Déjà Washington, qui est à la tête de la coalition intervenant en Irak et en Syrie, entend redoubler d'efforts. Le gouvernement Trudeau, qui pensait revoir le rôle du Canada dans cette coalition, aura un choix à faire. Il lui faudra collaborer. Avant toute chose, les pays partenaires de cette coalition devraient peut-être s'interroger sur l'efficacité de leur intervention en zone de guerre. Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, demandait avec justesse samedi si cette intervention ne doit pas être élargie et se dérouler dans un cadre multilatéral.

ATTENTATS DE PARIS

Les mercenaires

Interdit de rire, de danser, de prendre un verre à la terrasse d'un restaurant. Sous peine de massacre à l'attentat-suicide et à la Kalachnikov. *« La barbarie terroriste vient de franchir une étape, historique »*, écrivait vendredi soir, à chaud, le directeur du quotidien *Libération*, Laurent Joffrin. *« Les lieux visés, dédiés à la distraction et à la convivialité, l'ont été à dessein, comme pour bien signifier que les Français sont désormais menacés dans leur vie la plus simple et la plus amicale. »*

Pour ce qu'ils visaient et pour leur *modus operandi*, les attentats de Paris sont inédits en Occident — des attentats dont la méthode est du reste le lot quotidien des habitants de Bagdad depuis plus de dix ans. *« Dans une attaque bénie dont Allah a facilité les causes, un groupe de croyants des soldats du Califat* […] *a pris pour cible la capitale des abominations et des perversions »*, dit le communiqué de revendication du groupe État islamique (EI). Oui, les « gangsters » qui ont commis ces attentats ont procédé au nom d'un implacable fanatisme religieux. Mais ce n'est pas que ça. Ils étaient aussi les mercenaires d'une stratégie militaire bien définie — et c'est en ce sens qu'on peut parler d'un « acte de guerre », ainsi que l'a dit le président François Hollande.



GUY TAILLEFER

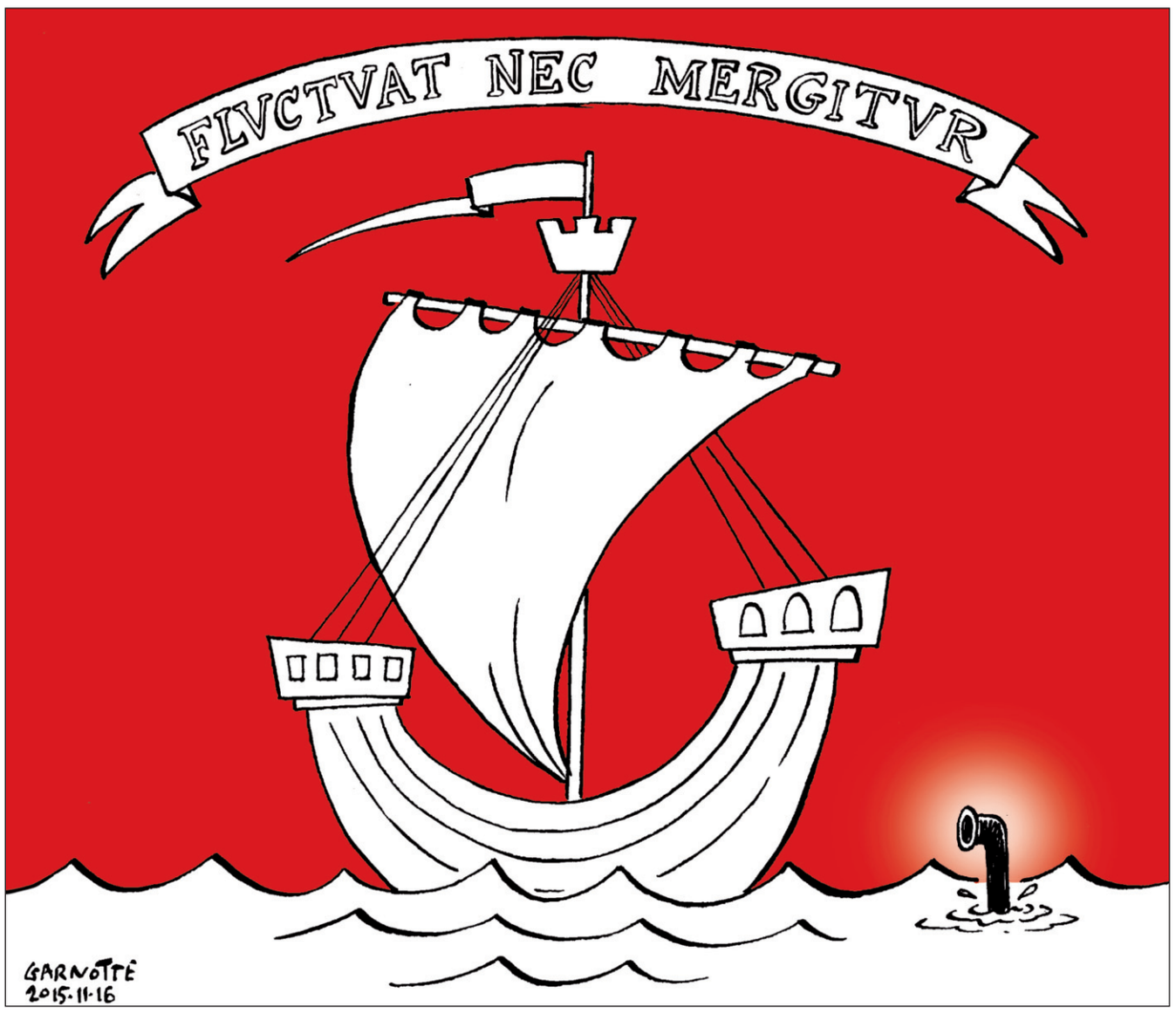
Il faut remonter au début des années 1990 pour y voir plus clair. Après la première guerre du Golfe, en 1991, et la défaite irakienne au Koweït, le régime baasiste laïque de Saddam Hussein avait amorcé un virage islamiste sur le plan idéologique. Ce virage se concrétise et s'amplifie en 2003 avec la deuxième guerre du Golfe quand les autorités américaines d'occupation démantèlent l'armée irakienne. S'ensuit le mariage d'intérêt contre l'occupant de milliers de militaires baasistes désœuvrés, mais toujours armés, avec les djihadistes d'al-Qaïda — dont naîtra plus tard EI. Avec le résultat que certains des hommes les plus influents au sein de EI sont d'anciens hauts gradés du régime de Saddam Hussein. On n'a pas fini de subir les conséquences et les violences de ce mariage dont les Bush père et fils ont accompagné la célébration.

EI fait apparemment le pari qu'à commettre des attentats en sol occidental, les gouvernements de ces pays quitteront la Syrie et l'Irak sous la pression de leur opinion publique. Barack Obama n'en a donné aucun signe, en tout cas, au sommet du G20, à Antalya, en Turquie. Non plus que la France, qui est l'un des principaux acteurs de la coalition internationale qui mène des frappes aériennes — après s'être fameusement opposée au déclenchement de la guerre d'Irak, en 2003. Comment, pour l'heure, pourrait-il en être autrement? Les armes bouchent complètement l'horizon.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 › FAIS CE QUE DOIS!

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Lire sur le trottoir

J'arrive à vélo devant ma pharmacie. J'ai quelques médicaments à acheter. Il est neuf heures. La pharmacie n'est pas encore ouverte. Je m'installe un peu en retrait. En plein milieu du trottoir. Debout. Les deux jambes serrent ma barre de bicyclette. Je n'en ai que pour quelques minutes. Je sors un livre de mon sac. *La condition humaine*, d'André Malraux. Je me mets à lire. Je suis envoûté par les lignes prodigieuses du grand Malraux. Je trouve ça trop beau. Je lis discrètement à haute voix. *« On entend la voix des autres avec ses oreilles, la sienne avec la gorge… »* Quelqu'un m'aborde. *« Il y a quelque chose qui va pas, monsieur? »* Je relève la tête et je vois deux jeunes policières. Je leur réponds. Non. Tout va bien. Je lis un livre en attendant que la pharmacie ouvre. Une des deux jeunes policières me dérange dans ma lecture. Elle devient un peu agressive à force de ne pas vouloir l'être. Je suis éberlué. Je me dis: mais dans quel pays vivons-nous? Le Salon du livre ouvre ses portes dans quelques jours. On se tue à inventer une foule de stratégies les plus fantaisistes pour sensibiliser la population à la lecture. Et moi je lis, en plein trottoir, bien installé sur mon vélo, en attendant que la pharmacie ouvre ses portes et je me fais interpeller par la police. Voilà où nous en sommes. On peut faire n'importe quoi sur un trottoir. Écouter son iPod. Consulter son téléphone intelligent. Mais lire un vrai livre, format papier, debout, un vélo aux arrêts coincé entre les jambes, non. Vive la police et sa jeune relève. Elle fait tout pour faire évoluer la condition humaine.

Louis-Dominique Lavigne, comédien et dramaturge
Le 12 novembre 2015

Des radios-venin ?

Dans toute population, il y a un pourcentage plus ou moins important de gens à l'esprit manichéen (pour ou contre, pas de nuance), souvent très influençables. Le Québec ne fait pas exception, et la ville de Québec non plus! Contrairement à beaucoup de pays, le Québec n'a pas de parti politique radical d'extrême droite. Est-ce interdit? Ces radicaux n'ont donc pas d'association structurée pour canaliser leur haine des autres. Il leur reste la radio. On voit la même chose aux États-Unis. Même si je n'approuve pas l'existence de ces radios cracheuses de venin, je les préfère à des groupes actifs parfois occultes qui tabassent l'objet de leur haine ou d'autres qui manifestent violemment sur la voie publique sous le couvert d'un parti politique, confrontations en prime.

Ou pire: qui risquent de se retrouver au Parlement… En attendant le pire (on vient de sortir de neuf ans d'une version édulcorée), vous pouvez toujours cesser de fréquenter les commerces qui vantent leurs produits et services sur ces radios. Avec les réseaux sociaux, ça peut faire mal.

Serge Sokolski
Québec, le 12 novembre 2015

Les sciences humaines…

Toute notre vie durant, il faudra se justifier. Des sciences molles aux sciences vides, en passant par les sciences de « pelleteur de nuages ». L'avenir n'est pas garanti pour les étudiants de la pensée critique. Dans l'espace public, pouvons-nous nommer plus de 20 personnes œuvrant dans ce domaine? J'en doute fort. Mais quel avenir pour ceux qui font de leur vie un combat continu de recherches, de doutes, d'avancements, d'enseignements et, par-dessus tout, de justifications? Arrêtons-nous un moment pour penser la place des sciences humaines dans notre collectivité. Nous formons des étudiants dans les sphères universitaires les plus élevées, et ne leur offrons que peu de possibilités de transmettre le fruit de leurs études longitudinales aux autres. Contradictoire, direz-vous?

Anne-Julie Chainé, étudiante en sociologie à l'Université de Montréal
Boisbriand, le 12 novembre 2015

LIBRE OPINION

Les croyances meurtrières

MARC BOUCHER
Laval

La mort semée à Paris par ce qui semble être des islamistes intégristes est une brique de plus dans le mur qui s'érige entre les peuples. La peur, la haine, les généralisations sauvages, le racisme, etc., seront exacerbés par ce dernier chapitre d'une tuerie à caractère politico-religieux. *« Allahu Akbar! »* (Dieu est grand!) a été lancé par les assassins (un véritable commando et non pas un « tueur isolé », cette fois-ci) de citoyens ordinaires mais « mécréants » à leurs yeux.

La récurrente demande d'exécution des « infidèles » occidentaux se fera aussi en invoquant la volonté d'Allah. Et puis il faut compter maintenant sur ces appels au djihad en Occident qui contaminent les esprits faibles au point d'en faire des meurtriers prêts à scander, eux aussi, ce qui est devenu un cri de guerre. L'islam radicalisé continue à massacrer tout ce qui n'est pas calqué sur une définition pointue et instrumentalisée de leur livre. Ils se massacrent aussi entre eux, d'ailleurs, pour une question de descendance de leur prophète, ce qui montre bien la gravité et la profondeur du problème. Mais s'ils sont les plus violents, pour des raisons politico-religieuses et historiques, les islamistes intégristes ne sont pas les seuls représentants des crimes issus des religions et de leur instrumentalisation.

Ils sont des milliards, convaincus qu'ils prient le Seul, le Vrai et l'Unique. Les autres étant des sous-humains aux yeux des croyants de ce monde, sans parler des polythéistes, des animistes, des agnostiques et autres athées… abstractions incompréhensibles, pour eux, au-delà du Bien et du Mal. Cette notion de « peuple élu » représente d'ailleurs une antithèse de la démocratie et, actuellement, probablement sa principale menace.

Les religions, ces « sectes qui ont réussi », sont les grandes négationnistes de l'histoire (sauf pour la fable de leur croyance). Elles nient ainsi la science, le progrès, les femmes, l'autre, la sexualité (sauf comme vecteur de la famille), la matière, l'intelligence, la vie sur terre… convaincues de leur « Vérité », de leur supériorité sur les autres.

Guerre sans dieux

Beaucoup diront ici que ce discours est sans nuance et ignorant du « mystère de la foi ». Je pourrais bien sûr évoquer le besoin de transcendance de l'être humain, des bienfaits ponctuels de certaines églises et de certains religieux, loin du pouvoir, qui ont fait leur honnête devoir auprès de leur communauté. Que dire aussi d'un possible effet bénéfique des croyances, celui induit par la conviction qu'un être supérieur veille sur nous, sorte d'effet placebo sur les angoisses de l'existence et la peur de la mort? Mais le monde est en situation d'urgence et il demande actuellement, de notre part, une lucidité issue d'un savoir qui devra transgresser les croyances et les superstitions.

Si on jette un œil sur l'état de ce monde, justement, on verra que les guerres les plus meurtrières, le terrorisme, la principale répression des femmes, les pires ségrégations ethniques, etc., sont alimentées depuis au moins 2000 ans par les croyances et cette inébranlable foi en un dieu tout puissant qui fera, finalement, ce qu'on lui dit de faire. Les rois, les politiciens et beaucoup d'hommes de ce monde ont toujours été bien servis par les dieux et le sont encore. Pas nécessairement pour le bien commun.

L'espérance de la paix, la liberté d'expression, l'idée d'une démocratie mondiale, ainsi qu'une réelle équité envers les femmes — pour ne nommer qu'elles — devront être sauvées par le savoir et la culture. Au terrorisme religieux, à la barbarie de cette nouvelle « guerre sainte », il faudra entre autres riposter par une guerre d'usure, sans dieux et sans prières, mais avec la foi du progrès humain, menée par des générations. On opposera le savoir à l'ignorance, l'équité à l'injustice et la libre pensée à l'endoctrinement.

IDÉES

Choisissons Sun Tsu et non Clausewitz

GILLES BIBEAU
Professeur émérite, Université de Montréal

Une fois passé le temps de la sidération, une fois accompli le travail du deuil et une fois sorti de l'horreur suscitée par les massacres de Paris, il serait bon que le président François Hollande s'interroge sérieusement avec ses conseillers — pas seulement avec les généraux — et avec les autres chefs d'Etat sur les causes lointaines et proches de la radicalisation de tant d'organisations terroristes et de tant de jeunes — issus de nos pays et d'ailleurs — qui répondent aux attaques qui les visent par des actes terroristes dirigés contre nous. Hélas, après la sidération des attentats, la réponse des leaders politiques est tout aussi sidérante : les mêmes maux sont élevés en solution.

Encore une fois, nous risquons de privilégier la force des armes plutôt que la diplomatie, en optant pour une guerre à la Clausewitz plutôt qu'un vrai travail, selon la proposition bien plus sensée de Sun Tsu, sur les causes des violences en cours, notamment au Proche-Orient. Ce sont ces deux généraux — le premier était prussien et le second chinois — que j'ai mis en scène dans *Généalogie de la violence* (Mémoire d'encrier, 2015), en signalant que la complexité des conflits en cours et notre massive implication militaire nous invitent, plus que jamais, à nous rallier à la position de Sun Tsu.

En écho à G. W. Bush se lançant en guerre pour la défense de nos valeurs au lendemain du 11-Septembre, les dirigeants politiques de la France annoncent qu'il faut viser *«l'ensemble des capacités du groupe État islamique, des centres d'entraînement à ses terminaux pétroliers»* (le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, dans un entretien au *Journal du dimanche*). C'est l'appel à la guerre totale, selon la doctrine de Clausewitz.

Exporter la guerre au nom d'une paix recherchée

Nous avons porté la guerre un peu partout, sur des terres étrangères, et ce, depuis longtemps déjà. Aujourd'hui encore, nous le faisons au nom de la promotion des droits de la personne, de la défense de nos valeurs et du souci — bien légitime, il est vrai — de notre sécurité. Valeurs, droits de la personne et manières de vivre sont encore trop souvent pensés sur l'axe de notre philosophie et de notre propre histoire, dans l'oubli du fait que nous vivons dans un monde globalisé en voie de devenir multipolaire. Forts de la conviction que le bon droit est de notre côté, nous continuons à exporter la guerre et les armes au nom même d'une paix qu'on prétend poursuivre. Nos avions, nos drones et nos soldats tuent sans qu'on nous fasse vraiment connaître l'ampleur des immenses destructions que nous infligeons, là-bas, à des populations civiles prises, elles aussi, au piège.

KENZO TRIBOUILLARD AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre français, Manuel Valls (au centre), et le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian (à gauche) à leur arrivée sur une base française en Jordanie

Comme un boomerang, la guerre que nous menons au Proche-Orient nous rejoint, chez nous, avec une violence qui devrait nous réveiller. Penserons-nous à apporter une autre réponse — diplomatique, politique, éthique — ou nous laisserons-nous encore une fois gagner par l'hubris de la toute-puissance de nos armements ? Il nous faut une pause pour penser, un recul pour nous réorienter. Au temps d'aujourd'hui qui est dominé par des guerres asymétriques menées à l'échelle du monde, on ne peut que s'attendre, hélas, à la multiplication d'événements meurtriers visant des civils — 80 % des morts sont des civils dans les guerres d'aujourd'hui — et ayant lieu aussi dans nos propres pays.

L'industrie des armes

Parlant de l'industrie des armes, je crois opportun de reprendre ici une note figurant dans mon livre *Généalogie de la violence* : *«Sous la présidence socialiste de François Hollande, le secteur économique qui a connu la plus grande croissance est celui de l'industrie des armes. Les entreprises d'armement ont contribué en moyenne à 24 % du total des exportations françaises sur la période allant de 2010 à 2013. Selon les chiffres présentés par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, les commandes nouvelles d'armements à l'exportation ont grimpé de 43 % en 2013, pour atteindre 6,87 milliards d'euros. Par ailleurs, la France intervient militairement depuis 2013 au Mali, en Centrafrique, en Irak* (et en Syrie).»

Dans le seul domaine des avions de combat multirôle, Dassault a annoncé la vente, pour 2015, de 24 Rafales à l'Égypte et de 24 autres au Qatar ; des négociations sont en cours pour de possibles livraisons de 36 appareils à l'Inde et d'un nombre, encore non déterminé, à l'Arabie saoudite. La France se situe aujourd'hui au troisième rang pour la fabrication d'armements, immédiatement après les États-Unis et la Russie.

Le terrorisme contemporain est un vrai piège pour la pensée, pour celle des leaders politiques comme pour celle de la population en général. Espérons que la sidération qui est la nôtre au lendemain des massacres de Paris, de Beyrouth, d'Ankara, de Tunis et de Bagdad ne nous empêchera pas de nous poser les bonnes questions en débusquant les enjeux idéologiques, économiques, politiques et éthiques qui se cachent derrière *«nos procédures de construction de l'ennemi»*, nos interventions de police à travers le monde et notre industrie des armements. Penser d'une manière autocritique devrait être notre premier acte de résistance.

Nouveau terrorisme ?

YVES CHARLES ZARKA
Professeur à l'université Paris Descartes Sorbonne et actuellement «global professor» à l'Université de Pékin. Il dirige la revue Cités (PUF) qui a publié son numéro 61 au thème «Les nouveaux barbares : terrorismes religieux, politique, culturel».

Les actes de terreur commis à Paris dans la nuit du 13 novembre ont suscité ici à Pékin une grande émotion, comme un peu partout dans le monde. La solidarité avec la France se manifeste à tous les niveaux de la société chinoise, qui est elle-même confrontée à un terrorisme, mais d'une autre sorte, et pour d'autres raisons.

Cela dit, vu de l'extérieur de la France, ce qui s'est produit à Paris suscite à la fois la stupeur et l'incompréhension. Comment, après les attentats des 7 et 9 janvier derniers, une telle tuerie, préméditée et organisée de l'intérieur, a-t-elle été possible ces derniers jours ?

Certes, il y a eu la grande mobilisation du 11 janvier. Mais celle-ci n'a-t-elle pas été, en un certain sens, une manière, sinon d'effacer, du moins d'occulter ce qui s'était véritablement produit à l'époque ? En somme, un substitut à ce qui aurait dû être une mobilisation d'un autre type, plus fondamentale, touchant tant la sécurité que l'état d'esprit du pays. A-t-on pris parfaitement la mesure, dans la société et au gouvernement, de la naissance d'une nouvelle forme de terrorisme, dont les signes avant-coureurs se trouvaient déjà dans les actes perpétrés par Mohammad Merah à l'école Ozar Hatorah de Toulouse, et de Medhi Nemmouch au musée juif de Bruxelles ?

Le terrorisme intériorisé

Le nouveau terrorisme mène une guerre irrégulière d'une autre sorte que celle qui avait eu lieu en 2001 contre les tours jumelles à New York. Les attaques ne relèvent plus d'une source extérieure seulement, mais sont soutenues et préparées par des organisations internes à la société française. Le terrorisme s'est intériorisé et par là même aggravé. On sait depuis longtemps qu'il existe des caches d'armes dans certains lieux où la police ne va plus, donc laissés à l'abandon par la République. Est-ce que toutes les mesures ont été prises pour les neutraliser ? La police en a-t-elle même les moyens ? Force est de constater, à l'issue des derniers massacres, que tel n'est pas le cas. Cela est d'autant plus incompréhensible que le gouvernement français actuel manifeste par là son incapacité à assurer la protection des populations quelques jours seulement avant la COP21, en vue de laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues à Paris.

Ce qui est en jeu ne relève pas seulement de la sécurité, mais également de l'état d'esprit

Ce qui est en jeu ne relève pas seulement de la sécurité, mais également de l'état d'esprit. L'heure des concessions intellectuelles, culturelles ou prétendument religieuses doit être close. Ce qui veut dire que les sociétés occidentales, et la société française en particulier, doivent sortir de leur tendance à reculer devant les exigences de plus en plus radicales du multiculturalisme touchant l'éducation, les modes de vie et les valeurs. Nous avons assisté, ces dernières années, à une sorte de démission insensible, mais profonde, devant des exigences visant à défier la résistance des sociétés démocratiques.

Se défendre par l'esprit

On ne se défend pas contre la barbarie islamiste seulement par des armes, mais aussi et peut-être surtout par l'esprit ; l'affirmation des valeurs qui sont traditionnellement celles de la France : la laïcité, l'égalité, l'universalité de la citoyenneté, etc.

C'est d'un nouveau patriotisme républicain dont nous avons besoin. Lui seul permettrait de se mobiliser à la fois contre le terrorisme et contre le détournement dont ces mêmes valeurs font l'objet de la part du Front national. À défaut, il ne faut pas être grand devin pour prévoir que d'autres actes de terreur du même type ne manqueront pas d'avoir lieu.

Moi, Parisienne

MYRIAM AZOGUI-HALBWAX
L'auteure a émigré au Québec en 2005. Elle est aujourd'hui directrice associée aux relations communautaires et universitaires du Centre consultatif des relations juives et israéliennes.

Je suis née à Paris. J'ai grandi à Paris. Et j'ai quitté Paris.

Paris ma ville, mon monde, ma culture, ma famille, mes amis. Je l'ai quitté parce que je suis non seulement parisienne, mais aussi juive. Et parce qu'il ne m'était plus possible de vivre en étrangère chez moi. Parce que je voyais que mon pays jetait en pâture aux forces obscures mon autre pays, celui auquel je suis connectée à un autre niveau, Israël. Parce qu'au-delà de la défense de ce petit pays et de sa signification pour tout juif, c'est une idée de la liberté qui est en jeu. Parce que ce petit pays, Israël, se bat pour exister, et que ceux qui veulent sa disparition veulent la disparition du droit à la différence. Et que la France, mon pays, faisait le pari du plus fort. Alors je suis partie construire ailleurs, au Canada, au Québec, à Montréal.

Mais aujourd'hui, je suis hébétée. Pétrifiée. Saisie d'effroi devant ce carnage. Encore un. Car Paris déjà était ensanglanté par le terrorisme dans les années 80 et 90. Paris est encore la victime de cette guerre de lâches, cette guerre qui vise la liberté de chacun d'être un civil dans un pays libre, cette guerre dont les soldats veulent imposer leur dictature et leur mépris de la vie. Cette fois, ce sont les barbares de Daesh qui ont frappé. Froidement. Cyniquement. Sans merci.

J'ai quitté Paris, mais Paris ne peut me quitter. Voir les quartiers émaillés de tant de souvenirs, le Bataclan où j'ai passé tant de soirées, voir cette ville meurtrie retourner aux heures sombres du couvre-feu qui rappellent tant de douloureux souvenirs, m'a plongée dans un état de peine et de colère. Un monde s'est écroulé.

Signes avant-coureurs

Et pourtant les signes ne manquaient pas. La menace était réelle. Lorsque des juifs sont attaqués depuis des années, lorsqu'un homme entre dans une école juive pour abattre de sang-froid des enfants parce qu'ils sont juifs, parce qu'aux yeux de ce lâche chaque juif porte une responsabilité dans le conflit israélo-arabe, lorsque d'autres barbares s'acharnent sur un jeune juif pour rançonner sa famille et « sa communauté » ; lorsqu'un autre lâche entre dans une épicerie cachère pour tuer des juifs ; lorsqu'il faut expliquer, débattre du fait que l'incitation à la haine des juifs n'est plus de l'humour ; lorsque les actes antisémites violents explosent, que les juifs songent sérieusement, en masse, à quitter leur pays, ce sont des signes. Ce sont des signes qu'il y a quelque chose de pourri dans la République française, qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne plus dans le modèle d'intégration qui a fait de la France un grand pays.

Le juif n'est que le canari dans la mine. Les premières victimes de l'obscurantisme et des attaques envers la liberté ont toujours été les juifs.

Mais les élites ont préféré parler de « communautarisme ». D'« importation de conflit ». L'on a balayé d'un revers de la main les appels à la vigilance formulés par la communauté juive. Personne ne les a écoutés lorsqu'ils disaient leur inquiétude de n'être que les victimes d'une même haine, que ceux qui haïssent Israël sont les mêmes qui défilent contre la France, ses valeurs et ses penseurs.

Alors il y a eu certes de belles phrases, un renforcement de la sécurité des institutions juives. Mais l'on n'a pas pris conscience du message. Le juif n'est que le canari dans la mine. Les premières victimes de l'obscurantisme et des attaques envers la liberté ont toujours été les juifs. Mais les premiers d'une longue liste. L'Inquisition a vidé l'Espagne de ses juifs, mais a précipité sa fin. Hitler ne s'est pas arrêté aux juifs, mais a persécuté les homosexuels, les Tziganes, les communistes, les handicapés…

Tous victimes de la barbarie

Pourtant les médias français et une certaine élite ont préféré continuer à stigmatiser Israël et tous ceux qui viendraient à son soutien. Sans parler de la récente décision européenne d'étiqueter certains produits israéliens, alors que ces mesures ne s'appliquent à aucune autre région du monde qui fait l'objet de plusieurs revendications territoriales. Pourtant, toutes ces tentatives d'apaiser la bête immonde à la face haineuse n'ont servi à rien. Aujourd'hui, tous les Français sans discrimination sont touchés. Tous victimes de la barbarie. Alors le monde va-t-il se réveiller ? Poser un vrai diagnostic au mal dont souffre le monde ne peut qu'avancer sa guérison.

Et lorsque ma fille de 8 ans s'est effondrée en larmes quand elle a compris que les attentats avaient ensanglanté la ville de ses grands-parents adorés, lorsqu'elle m'a demandé ce qui motivait ces terroristes et ce qui pourrait les arrêter, j'ai réfléchi. Et puis je lui ai dit que nous ne céderons pas à la terreur que ces barbares veulent insuffler, que rien ne les arrêtera à part notre détermination à vivre. Et qu'Israël combat ces mêmes ennemis depuis sa création et que jamais nous ne disparaîtrons. Et qu'aujourd'hui le monde avait compris que nous étions tous victimes de la même barbarie.

Mais ce soir, j'ai regardé le journal télévisé français. Et lorsque des images montrant les signes de solidarité internationale ont été présentées, si chaque ville illuminée en solidarité était mentionnée avec son pays, seule Jérusalem au mur des Lamentations tricolore était apatride.

Je reste sidérée.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 6500 caractères (y compris les espaces), ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi : si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR
RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné *(adjoints à la direction de l'information)*, Antoine Robitaille et Guy Taillefer *(éditorialistes, responsables de la page Idées)*, Michel Garneau *(caricaturiste)*, Jacques Nadeau *(photographe)*, Michaël Monnier et Olivier Zuida *(rechercheschistes photos)*; **information générale :** Isabelle Paré *(chef de division)*, Lisa-Marie Gervais *(éducation)*, Alexandre Shields *(environnement)*, Amélie Daoust-Boisvert *(santé)*, Pauline Gravel *(sciences)*, Fabien Deglise *(société)*, Jean Dion *(sports)*, Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Rettino-Parazelli *(reporters)*; **information politique :** Marco Fortier *(chef de division)*, Michel David *(chroniqueur)*, Hélène Buzzetti et Marie Vastel *(correspondantes parlementaires à Ottawa)*, Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac *(correspondants parlementaires à Québec)*, Jeanne Corriveau *(affaires municipales, Montréal)*, Isabelle Porter *(affaires municipales, Québec)*, Guillaume Bourgault-Côté *(reporter)*, Julie Carpentier *(pupitre)*; **information culturelle :** Catherine Lalonde *(responsable du cahier Livres)*, Odile Tremblay *(cinéma)*, Stéphane Baillargeon *(médias)*, François Lévesque et Caroline Montpetit *(reporters)*, Benoît Munger et Philippe Papineau *(pupitre)*; **information économique :** Gérard Bérubé *(chef de division)*, François Desjardins et Éric Desrosiers *(reporters)*, Gérald Dallaire *(pupitre)*; **information internationale :** Jean-Pierre Legault *(pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives)*, Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay *(pupitre)*; **section art de vivre:** Diane Précourt *(responsable des cahiers Week-end et Plaisirs)*; Loïc Hamon *(cahiers spéciaux)*; **équipe internet:** Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay *(pupitre)*, Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa *(assistants)* ; **correction :** Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant ; **soutien à la rédaction:** Amélie Gaudreau *(secrétaire)*, Laura Pelletier et Arnaud Stopa *(commis)*. **DOCUMENTATION** Manon Derome *(Montréal)*, Denise Ledoux *(Ottawa)*, Dave Noël *(Québec)*. **PUBLICITÉ** Mélisande Simard *(adjointe par intérim)*, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebaï *(publicitaires)*, Sylvie Laporte *(avis légaux)*, Amélie Maltais *(coordonnatrice)*, Laurence Hémond *(secrétaire)*. **PRODUCTION** Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel *(administrateur web)*, Imane Boudhar *(analyste programmeur)*, Hansel Matthews *(technicien informatique)*. **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Meara *(coordonnatrice des communications et de la promotion)*, Catherine Gentilcore *(coordonnatrice du service à la clientèle)*, Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova *(responsable des services comptables)*, Claudette Béliveau *(adjointe administrative)*, Florentina Draghici et Xavier Pigeon *(par intérim)*.

RIPOSTE

SUITE DE LA PAGE 1

siens ont découvert avec stupeur les noms et les visages de ces victimes qui étaient parfois des proches, des voisins ou des amis. Ils s'appelaient Élodie, Ciprien, Claire ou Nicolas. Ils étaient musiciens, étudiants ou avocats. Ils étaient Français, Américains ou Chiliens. Tous n'étaient coupables que d'être allés écouter de la musique, d'avoir assisté à un match de soccer ou d'avoir pris un verre sur une terrasse.

Mais l'heure du deuil achève. Dès ce lundi matin, les Français reprendront le chemin de l'école et du travail. Même si à midi tout le pays s'immobilisera pour observer une minute de silence en mémoire des victimes, le débat fait déjà rage sur la façon de riposter aux terroristes. Contrairement à la trêve et aux journées de ferveur qui avaient suivi l'attentat contre *Charlie Hebdo* en janvier dernier, cette fois, la politique n'a pas mis longtemps à reprendre ses droits.

Un pays «en guerre»

Samedi, François Hollande a dit considérer les attentats djihadistes comme des *«actes de guerre, commis par une armée terroriste»*, précisant que la France serait *«impitoyable à l'égard des barbares»* et qu'elle *«agira avec tous les moyens dans le cadre du droit* […] *et sur tous les terrains, intérieurs comme extérieurs»*.

Reste à savoir ce que signifie être *«un pays en guerre»*. C'est ce que le président devrait préciser lors d'une allocution solennelle cet après-midi à Versailles devant le Congrès du Parlement, regroupant tous les élus de l'Assemblée nationale et du sénat.

De plusieurs secteurs de la société française, des voix montent appelant le président à adopter ce que certains appellent déjà un «Patriot Act» à la française. Samedi, un conseil des ministres exceptionnel a déjà opposé les partisans de mesures d'exception à ceux qui jugent suffisant l'arsenal sécuritaire actuel. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a annoncé dimanche soir sur France 2 que l'état d'urgence serait prolongé pendant au moins trois mois.

La loi, qui n'avait pas été décrétée sur tout le territoire depuis 1955, autorise *«d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules»*, d'instituer *«des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé»*. Elle permet d'interdire le séjour *«à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics»*. Le ministre de l'Intérieur a de plus précisé dimanche que cette loi serait bientôt réécrite.

Le 24 juin dernier, l'Assemblée nationale avait déjà renforcé les pouvoirs de surveillance du renseignement français. À l'Élysée, on affirme qu'il n'est pas question d'invoquer l'article 16 de la Constitution, qui permet de donner les pleins pouvoirs au président.

S'allier à la Russie?

L'ancien président Nicolas Sarkozy a été le premier à rompre la trêve. Reçu dimanche à l'Élysée par François Hollande, le chef des Républicains n'a pas hésité à critiquer la politique sécuritaire et internationale du président. *«Nous avons besoin d'inflexions majeures pour que la sécurité des Français soit pleinement assurée»*, dit-il. Nicolas Sarkozy, qui n'avait pas hésité quelques semaines plus tôt à rencontrer Vladimir Poutine, prône une intervention militaire commune contre le groupe armé EI. *«Le mot guerre n'est pas un mot qu'on évoque au hasard»* ou *«avec légèreté»*, a-t-il déclaré.

À droite, le député Laurent Wauquiez préconise rien de moins que l'internement administratif de toutes les personnes qui ont une fiche «S» dans les services de renseignement. Cela pourrait impliquer plusieurs milliers de personnes associées à l'islamisme radical. Sur France 2, l'avocat Arno Klarsfeld a soutenu que *«si on est en guerre, il faut prendre les mesures qui conviennent»*. Concernant le groupe armé EI, *«pendant trois ans, nous avons laissé grandir un monstre»*, tranche l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic.

Le retour des frontières

À trois semaines des élections régionales, la présidente du Front national, Marine Le Pen, a aussi été reçue par François Hollande. Elle propose la fermeture non pas temporaire, mais *«définitive des frontières»*. *«Sans frontières, il n'y a ni protection ni sécurité possible»*, dit-elle. Selon elle, *«la France doit enfin déterminer quels sont ses alliés et ses ennemis. Ses ennemis, ce sont ces pays qui entretiennent des relations bienveillantes avec l'islamisme radical.»*

Même le centriste Jean-Christophe Lagarde reproche au chef de l'État une absence de stratégie militaire. *«Il faut que l'OTAN intervienne pour appuyer les forces kurdes»*, dit-il. L'ancien premier ministre François Fillion n'est pas en reste. Il appelle François Hollande à changer de stratégie au Proche-Orient et l'invite aussi à adopter des mesures radicales, comme l'a fait la Grande-Bretagne dans la guerre contre l'IRA.

Ces propos ont un écho réel dans la population. *«On a franchi un cap. On n'est plus devant des attentats ciblés comme ceux de* Charlie Hebdo*, mais devant un terrorisme qui veut faire le plus de victimes possible»*, dit Frédéric, venu se recueillir avec ses enfants devant le café La Belle Équipe, rue de Charonne, où sont tombés 19 innocents.

De nombreux observateurs ont souligné que, malgré les demandes répétées de la France, l'Union européenne n'avait rien fait pour permettre l'échange d'informations sur les déplacements en Europe et le contrôle aux frontières de Schengen.

La présidence luxembourgeoise de l'Union européenne a décidé dimanche de convoquer une réunion d'urgence des 28 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice vendredi à Bruxelles, à la demande de la France, à la suite des attentats de Paris. Cette réunion est *«destinée à renforcer la réponse européenne et à assurer le suivi et la mise en œuvre des mesures décidées»*, a annoncé le ministre luxembourgeois de la Sécurité intérieure, Étienne Schneider, dans un communiqué. *«Face à la barbarie, face au terrorisme, l'Europe est unie et aux côtés de la France»*, a-t-il assuré.

Dimanche soir, le parvis de l'église Notre-Dame était bondé alors que le glas a résonné deux fois en mémoire des victimes. Dès ce lundi, les politiques devront décider comment la France entend répondre à ces attaques.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

La France bombarde Raqqa

Paris — Dix chasseurs-bombardiers français ont largué vingt bombes dimanche sur le fief de EI à Raqqa, dans le nord de la Syrie, détruisant un poste de commandement et un camp d'entraînement, a annoncé le ministère de la Défense.

«Le premier objectif détruit était utilisé par Daesh [acronyme du groupe EI en arabe] *comme poste de commandement, centre de recrutement djihadiste et dépôt d'armes et de munitions. Le deuxième objectif abritait un camp d'entraînement terroriste»*, a détaillé le ministère dans un communiqué.

Douze appareils, dont dix chasseurs, ont été engagés simultanément à partir des Émirats arabes unis et de la Jordanie et ont largué vingt bombes. L'opération a été conduite en coordination avec les forces américaines, précise le ministère.

Agence France-Presse

Le groupe armé État islamique en cinq dates

2006 Le groupe est fondé et regroupe les membres d'al-Qaïda en Irak et d'autres bandes djihadistes.

2012 Il prend pied en Syrie.

Juin 2014 Il fait une percée spectaculaire en Irak, s'empare de Mossoul et proclame l'établissement d'un califat.

Août 2014 Les Américains engagent leurs forces aériennes en Irak pour lutter contre EI. La France, le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays d'Occident et du Moyen-Orient se joignent à l'effort militaire le mois suivant.

Novembre 2015 EI mène ses plus importantes opérations terroristes à l'extérieur de son territoire, soit en Égypte, au Liban et en France.

MÉTAMORPHOSE

SUITE DE LA PAGE 1

du Hezbollah à Beyrouth jeudi, la veille des attaques à Paris.

Les armes utilisées à Paris par les terroristes (grenades, kalachnikovs et ceintures d'explosifs) signalent à elles seules le niveau de sophistication atteint par EI, estime M. Lounnas. *«Tout cela est difficile à obtenir ou à construire. Une kalachnikov, ce n'est pas un simple fusil de chasse. Et une ceinture d'explosifs, il faut savoir la construire, puis la porter. C'est très délicat. Ça nécessite du savoir-faire.»*

L'enquête ne fait que commencer, mais les indices pointent déjà vers un niveau de coordination jamais vu de la part d'EI à l'extérieur de la Syrie et de l'Irak. Dimanche, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a affirmé que *«les attentats abjects qui nous ont frappés vendredi ont été préparés à l'étranger et ont mobilisé une équipe d'acteurs situés sur le territoire belge et qui ont pu bénéficier, l'enquête le dira, de complicités en France»*. Un membre de la commission du renseignement au Congrès américain a également affirmé que ces attentats ont *«vraisemblablement»* été préparés depuis la Syrie.

Du «califat» à Paris

Orchestrer — et non pas seulement inciter à commettre — des attentats à l'étranger est donc chose nouvelle pour EI. Lorsque ces djihadistes sont parvenus à l'été 2014 à prendre de façon spectaculaire le contrôle de vastes pans de territoire en Syrie et en Irak, leur objectif principal était de consolider leur emprise territoriale afin d'établir un «califat», tout en luttant contre leurs ennemis locaux.

Mais la récente vague d'attentats dans le Sinaï en Égypte, à Beyrouth au Liban et à Paris force à revoir l'évaluation de la stratégie d'EI.

«Avant ces attentats, EI se contentait d'inciter des personnes à l'étranger à mener des attaques. Et il essayait principalement d'attirer toutes les personnes jugées compétentes possibles vers la Syrie et l'Irak afin qu'elles participent à la construction de son "État"», affirmait samedi au média en ligne *Vox* William McCants, affilié au centre de recherche Brookings et auteur de *The ISIS Apocalypse* (St. Martin's Press, 2015). *«*[Or les attaques de Paris] *suggèrent que le groupe a changé d'objectif et est prêt à diriger plus de ressources vers des opérations à l'étranger.»*

Il n'est pas impossible, ajoute M. McCants, que cette nouvelle approche soit déterminée en partie par les difficultés que rencontre EI en Irak et en Syrie. Il estime en effet que les djihadistes ont perdu environ 25% du territoire qu'ils contrôlaient jusqu'à tout récemment. *«Je crois qu'EI a fait le calcul qu'il ne peut plus poursuivre sa stratégie d'expansion en Syrie et en Irak sans changer le calcul des ennemis qui empêchent présentement son expansion»*, soit la France, les autres membres de la coalition militaire et la Russie.

Et maintenant, quelle réponse?

Selon Djalill Lounnas, l'objectif des attentats de Paris serait justement de provoquer un repli de ces puissances. *«En frappant les civils, le but est d'installer un climat de peur dans l'ensemble de la population et de susciter un débat public qui finirait par pencher vers l'abandon des opérations militaires, de peur de nouvelles représailles.»*

Mais à court terme, il lui paraît évident que l'arrêt des opérations militaires n'est pas une option. *«Si on fait marche arrière, ils ont gagné.»*

Le Devoir

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

selon M. Leblanc. *Et ce genre de conversations va avoir lieu dans les prochains jours.»*

Samedi, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, avait lui aussi soutenu à Radio-Canada que si le Canada *«réinvestit ses efforts dans l'entraînement des combattants locaux,* […] *pour les forces policières, pour l'aide humanitaire,* [il sera] *un partenaire plus efficace pour la coalition* [qu'en investissant] *tant d'efforts et d'argent pour aboutir à 2% seulement des forces de frappe aériennes.»*

Pour le moment, les six avions de chasse CF-18 canadiens qui participent aux frappes de la coalition internationale contre EI demeurent engagés dans la lutte. Ils ont effectué quelque 1100 sorties de combat depuis la fin octobre 2014, en Irak et en Syrie. Le Parlement dominé par les conservateurs avait autorisé la mission jusqu'au 30 mars 2016: les libéraux n'ont jamais précisé de date de sortie.

La position des libéraux est celle qu'ils ont défendue en campagne électorale. Au lendemain de l'élection, le premier ministre Trudeau avait d'ailleurs profité de sa première conversation avec le président Obama pour lui confirmer que le Canada cesserait les sorties de combat.

Mais selon la chef de l'opposition, Rona Ambrose, *«le Canada ne devrait pas retirer l'aviation royale canadienne de la coalition qui lutte actuellement contre le groupe EI»*, a-t-elle dit samedi. Actuellement en visite en Turquie pour le sommet du G20, Justin Trudeau pourrait faire face à d'autres pressions de ce genre de la part des alliés de la coalition. Pour un, Washington a déjà promis d'intensifier la lutte en Syrie.

SGT. PERRY ASTON, U.S. AIR FORCE/LA PRESSE CANADIENNE

Ravitaillement en vol de CF-18 canadiens au-dessus de l'Irak

M. Trudeau n'a pas commenté la situation dimanche, sinon pour répéter que le gouvernement fait *«tout le nécessaire pour garder en sécurité»* les Canadiens. Le ton de sa réaction initiale, vendredi, tranchait avec celui de plusieurs autres dirigeants occidentaux, beaucoup plus affirmatifs.

Mais M. Trudeau ne doit pas céder à la tentation de *«nourrir la guerre par la guerre»*, estime Hélène Laverdière, porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière d'Affaires étrangères. *«Nous sommes d'accord avec les libéraux: le Canada doit en faire plus sur le plan humanitaire. Tout le monde sait qu'on ne réglera pas la situation par des bombardements, mais plutôt en luttant contre la radicalisation ou en asphyxiant EI»*, dit-elle.

Même écho chez François Audet, directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire. *«Notre rôle à nous doit être orienté vers une approche de maintien de la paix et de renforcement de la sécurité locale*, dit-il. *Ce n'est pas en bombardant que ce conflit va se résoudre.»*

Les réfugiés viendront

Par ailleurs, Dominic Leblanc a aussi confirmé que les attentats de vendredi ne modifient pas l'objectif du gouvernement d'accueillir 25 000 réfugiés syriens d'ici quelque 45 jours.

«Il n'y a pas de doutes que les événements vont faire en sorte que les agences de sécurité nationales feront tous les efforts pour s'assurer que les gens qu'on embarque sur les avions ont eu des vérifications de sécurité appropriées», a commenté M. Leblanc. *«Mais nous avons toujours mis en avant que nous ferons le maximum comme vérifications de sécurité et de santé.»*

En Europe, des voix se sont élevées cette fin de semaine pour réclamer un durcissement des politiques en matière de réfugiés. Selon des informations qui demeuraient à confirmer dimanche soir, un des kamikazes du Stade de France portait un passeport syrien indiquant qu'il était récemment entré en Europe par la Grèce: assez pour que l'amalgame réfugié-terroriste soit mis en avant ici et là. Dans la foulée, un citoyen de Québec a lancé une pétition contre l'arrivée des 25 000 Syriens, par *«peur d'infiltration de djihadistes pour la sécurité nationale»*. D'autres citoyens ont lancé une pétition demandant, au contraire, l'arrivée rapide des Syriens.

La crainte qu'un terroriste se glisse dans un avion de réfugiés n'a pas lieu d'être, estime Hélène Laverdière. *«Les terroristes ne sont généralement pas des réfugiés — il y avait d'ailleurs plusieurs Français parmi les assaillants de vendredi*, rappelle-t-elle. *Les réfugiés sont au contraire des gens qui fuient les terroristes…»*

«Si des terroristes veulent rentrer au Canada, ils n'attendront pas un vol militaire gratuit, ajoute François Audet. *S'ils ont à venir, ils vont venir.»* Il rappelle que le processus de sélection des réfugiés qui seront admis au Canada comporte trois étapes: l'octroi d'un statut de réfugié par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés; une enquête de santé; puis une enquête de sécurité qui est menée par les autorités canadiennes en croisant des informations avec Interpol, par exemple.

«Il y aura toujours un risque, et il ne faut pas bâcler les enquêtes pour respecter une promesse temporelle, dit-il. *Mais le* modus operandi *des terroristes n'a jamais été d'utiliser des avions remplis de réfugiés pour rentrer dans un pays.»*

Le Devoir

À propos de ce logo

Paris éploré a inspiré cette illustration au dessinateur Cyril Doisneau, créant du coup un logo original pour *Le Devoir*. M. Doisneau est né à Nantes en 1978. Après des études en dessin et comme maquettiste, il est diplômé en 2002 de l'École des beaux-arts d'Angoulême, et reçoit la même année le prix jeune talent au Festival international de la bande dessinée d'Angoulême. Résidant à Montréal, il est l'auteur de *31 jours de tournage. Dans les coulisses de Paul à Québec, le film*, de *184 rue Beaubien*, de *Objets* et de *Le Havre — New York* (publiés à La Pastèque).
Facebook:
http://on.fb.me/1kXXwRa

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h
Renseignements et administration : 514 985-3333

Le Devoir sur ledevoir.com
sur Facebook et sur Twitter

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Par courriel agenda@ledevoir.com

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. *Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Janvier de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du *Journal de Québec*, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.